



G2C ingénierie
26, chemin de Fondayre
31200 TOULOUSE
Tel : 05.61.73.70.50
Fax : 05.61.73.70.59

COMMUNE DE TERRE-DE-BANCALIE
DEPARTEMENT DU TARN

MISE A JOUR DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

NOTICE DE PRESENTATION

Juillet 2019

Identification du document

Elément		
Titre du document	Mise à jour du zonage d'assainissement	
Nom du fichier	Notice de zonage Terre de Bancalier	
Version	10/03/2020 12:41:00	
Rédacteur	FRED	
Vérificateur	FBG	
Chef d'agence	FBG	

Sommaire

1. PREAMBULE	7
2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	13
2.1. Assainissement collectif	13
2.1.1. Droits et devoirs des particuliers	13
2.1.2. Droits et devoirs de la collectivité	13
2.2. Assainissement autonome.....	14
2.2.1. Fonctionnement d'un assainissement non collectif	14
2.2.2. Droits et devoirs des particuliers	16
2.2.3. Droits et devoirs de la collectivité	16
2.2.4. Textes de référence	16
3. CONTEXTE COMMUNAL.....	17
3.1. Données démographiques	18
3.1.1. Commune de Roumégoux.....	18
3.1.2. Commune de Ronel.....	19
3.1.3. Commune de Terre-Clapier	19
3.1.4. Commune de Le Travet.....	20
3.1.5. Commune de Saint-Lieux-Lafenasse.....	20
3.2. Données d'urbanisme	21
3.3. Assainissement.....	27
3.3.1. Commune de Roumégoux.....	27
3.3.2. Commune de Ronel.....	29
3.3.3. Commune de Terre-Clapier	32
3.3.4. Commune de Le Travet.....	35
3.3.5. Commune de Saint-Lieux-Lafenasse.....	36
4. ETUDE DE SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT	40
4.1. Méthodologie.....	40
4.1.1. Rappel aux communes	40
4.1.2. Méthodologie générale des scénarios	40
4.2. Scénarii d'assainissement	41
4.2.1. Commune de Roumégoux.....	41
4.2.2. Commune de Ronel.....	42
4.2.3. Commune de Terre-Clapier	43
4.2.4. Commune de Le Travet.....	44
4.2.5. Commune de Saint-Lieux-Lafenasse.....	45
4.3. Choix de la commune	46
4.3.1. Commune de Roumégoux.....	46
4.3.2. Commune de Ronel.....	47
4.3.3. Commune de Terre-Clapier	48

4.3.4. Commune de Le Travet.....	49
4.3.5. Commune de Saint-Lieux-Lafenasse.....	50
5. ZONAGE RETENU.....	51
5.1. Notes relatives au zonage	51
5.2. Zonages d'assainissement	52
5.2.1. Commune de Roumégoux.....	52
5.2.2. Commune de Ronel.....	54
5.2.3. Commune de Terre-Clapier	55
5.2.4. Commune de Le Travet.....	57
5.2.5. Commune de Saint-Lieux-Lafenasse.....	58
ANNEXE : PLAN DE ZONAGE	60

Liste des Figures

Figure 1 : Contexte du zonage d'assainissement de Terre-de-Bancalié	12
Figure 2 : Localisation de la commune de Terre-de-Bancalié	17
Figure 3 : Evolution de la population depuis 1968 à Roumégoux (source : INSEE)	18
Figure 4 : Evolution de la population depuis 1968 à Ronel (source : INSEE)	19
Figure 5 : Evolution de la population depuis 1968 à Terre-Clapier (source : INSEE)	19
Figure 6 : Evolution de la population depuis 1968 à Le Travet (source : INSEE)	20
Figure 7 : Evolution de la population depuis 1968 à Saint-Lieux-Lafénasse (source : INSEE)	20
Figure 8 : PLUi au niveau de la commune de Roumégoux	22
Figure 9 : PLUi au niveau de la commune de Ronel	23
Figure 10 : PLUi au niveau de la commune de Terre-Clapier	24
Figure 11 : PLUi au niveau de la commune du Travet	25
Figure 12 : PLUi au niveau de la commune de Saint-Lieux-Lafénasse	26
Figure 13 : Localisation de la STEP de Roumégoux	27
Figure 14 : Localisation de la STEP de Ronel	29
Figure 15 : Synthèse des résultats des bilans d'autosurveillance sur la station de Ronel	30
Figure 16 : Localisation de la STEP de Terre-Clapier – Secteur Trivalou	32
Figure 17 : Localisation de la STEP de Terre-Clapier – Secteur Saint Salvy de Fourestes	33
Figure 18 : Localisation de la STEP du hameau de Saint-Lieux – Commune de Saint Lieux Lafénasse	36
Figure 19 : Localisation de la STEP de Saint Lieux Lafénasse (Bourg)	37
Figure 20 : Synthèse des résultats des bilans d'autosurveillance sur la station de Saint Lieux Lafénasse (Bourg)	39
Figure 21 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Roumégoux - Bourg	46
Figure 22 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Roumégoux – Hameau de Champagnol ...	46
Figure 23 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Ronel	47
Figure 24 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Terre-Clapier – Le Trivalou	48
Figure 25 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Terre-Clapier – Saint-Salvy-de-Fourestes	48
Figure 26 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Le Travet	49
Figure 27 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Saint-Lieux-Lafénasse – Hameau Lafénasse	50
Figure 28 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Saint-Lieux-Lafénasse – Hameau Saint-Lieux	50
Figure 29 : Zonages d'assainissement sur la commune de Roumégoux - Bourg	52
Figure 30 : Zonages d'assainissement sur la commune de Roumégoux – Hameau de Champagnol	53
Figure 31 : Zonages d'assainissement sur la commune de Ronel	54
Figure 32 : Zonages d'assainissement sur la commune de Terre-Clapier – Le Trivalou	55
Figure 33 : Zonages d'assainissement sur la commune de Terre-Clapier – Saint-Salvy-de-Fourestes	56
Figure 34 : Zonages d'assainissement sur la commune de Le Travet	57
Figure 35 : Zonages d'assainissement sur la commune de Saint-Lieux-Lafénasse – Hameau Lafénasse	58
Figure 36 : Zonages d'assainissement sur la commune de Saint-Lieux-Lafénasse – Hameau Saint-Lieux	59

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Choix du type de filière d'assainissement non collectif.....	15
Tableau 2 : Capacités nominales de la station d'épuration de Roumégoux	27
Tableau 3 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration de Roumégoux	28
Tableau 4 : Capacités nominales de la station d'épuration de Ronel	29
Tableau 5 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration de Ronel.....	30
Tableau 6 : Capacités nominales de la station d'épuration de Terre-Clapier (Trivalou)	32
Tableau 7 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration de Terre-Clapier (Trivalou)	33
Tableau 8 : Capacités nominales de la station d'épuration de Terre-Clapier (Saint Salvy de Fourestes)	33
Tableau 9 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration de Terre-Clapier (Saint Salvy de Fourestes)	34
Tableau 10 : Capacités nominales de la station d'épuration du hameau de Saint-Lieux – Commune de Saint Lieux Lafenasse.....	36
Tableau 11 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration du hameau de Saint-Lieux – Commune de Saint Lieux Lafenasse.....	37
Tableau 12 : Capacités nominales de la station d'épuration de Saint Lieux Lafenasse (Bourg)	38
Tableau 13 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration de Saint Lieux Lafenasse (Bourg).....	38
Tableau 14 : Synthèse des scénarii sur la commune de Roumégoux.....	41
Tableau 15 : Synthèse des scénarii sur la commune de Ronel	42
Tableau 16 : Synthèse des scénarii sur la commune de Le Travet.....	44
Tableau 17 : Synthèse des scénarii sur la commune de Saint-Lieux-Lafenasse.....	45

1. PREAMBULE

CONTEXTE GENERAL

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, est venue apporter quelques modifications à la précédente loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

- Les communes sont responsables du contrôle des installations d'assainissement non collectif, le délai de mise en œuvre de ce contrôle étant cependant allongé (modification de l'article L.2224-8 du CGCCT).

Cette mission de contrôle est effectuée :

- Soit par vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans,
- Soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Cette nouvelle loi précise également les opérations que les communes peuvent effectuer à la demande du propriétaire.

Les communes peuvent aussi fixer les prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement autonome.

Les communes délimitent après enquête publique, **les zones relevant de l'assainissement collectif, et celles relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, les opérations d'entretien, de vidange et de réhabilitation (modification de l'article L.2224-10 du CGCCT).

L'assainissement autonome d'une habitation, dans le passé, se composait uniquement d'une fosse septique collectant les eaux vannes. Les eaux usées et les eaux ménagères étaient rejetées dans un fossé ou dans un puits perdu. Du fait de l'acquisition d'habitudes d'hygiène, le volume et la nature des eaux rejetées ont évolué et les techniques d'assainissement autonome, valables jadis, sont à reconsidérer aujourd'hui.

A ce jour, la réglementation impose la réalisation :

- d'une **fosse toutes eaux** permettant le prétraitement des eaux vannes et ménagères,
- d'un **épandage dans le sol** en place ou dans un sol reconstitué (sable). Cet épandage assurant l'épuration des effluents et leur dispersion après traitement dans le sol en place.

Le zonage d'assainissement définit à l'échelle parcellaire et pour l'ensemble du territoire les modalités d'assainissement (collectif, non collectif).

Ce zonage résulte des solutions retenues par la commune, sur la base d'analyses technico-économiques des possibilités d'assainissement des secteurs actuellement en assainissement non collectif et des secteurs de développement futur. Cette carte de zonage doit ensuite être soumise à l'enquête publique en vue d'être opposable aux tiers.

Le présent dossier support de l'enquête publique a donc pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale.

CONTEXTE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE TERRE-DE-BANCALIE

Dans le cadre du transfert des compétences Eau et Assainissement des communes vers l'intercommunalité, la Communauté de Communes du Centre Tarn a souhaité disposer d'un état des lieux exhaustif ainsi que d'un diagnostic complet de l'ensemble des infrastructures d'assainissement présente sur la commune de Terre-de-Bancalié. Cette démarche a été conduite en lien avec l'élaboration du PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal).

La révision du zonage d'assainissement de la commune de Terre-de-Bancalié doit permettre une mise à jour du document existant ainsi qu'une mise en cohérence avec les documents d'urbanisme. Il sera proposé aux élus les solutions techniques les mieux adaptées, au traitement et au rejet dans le milieu naturel, des eaux usées d'origine domestique.

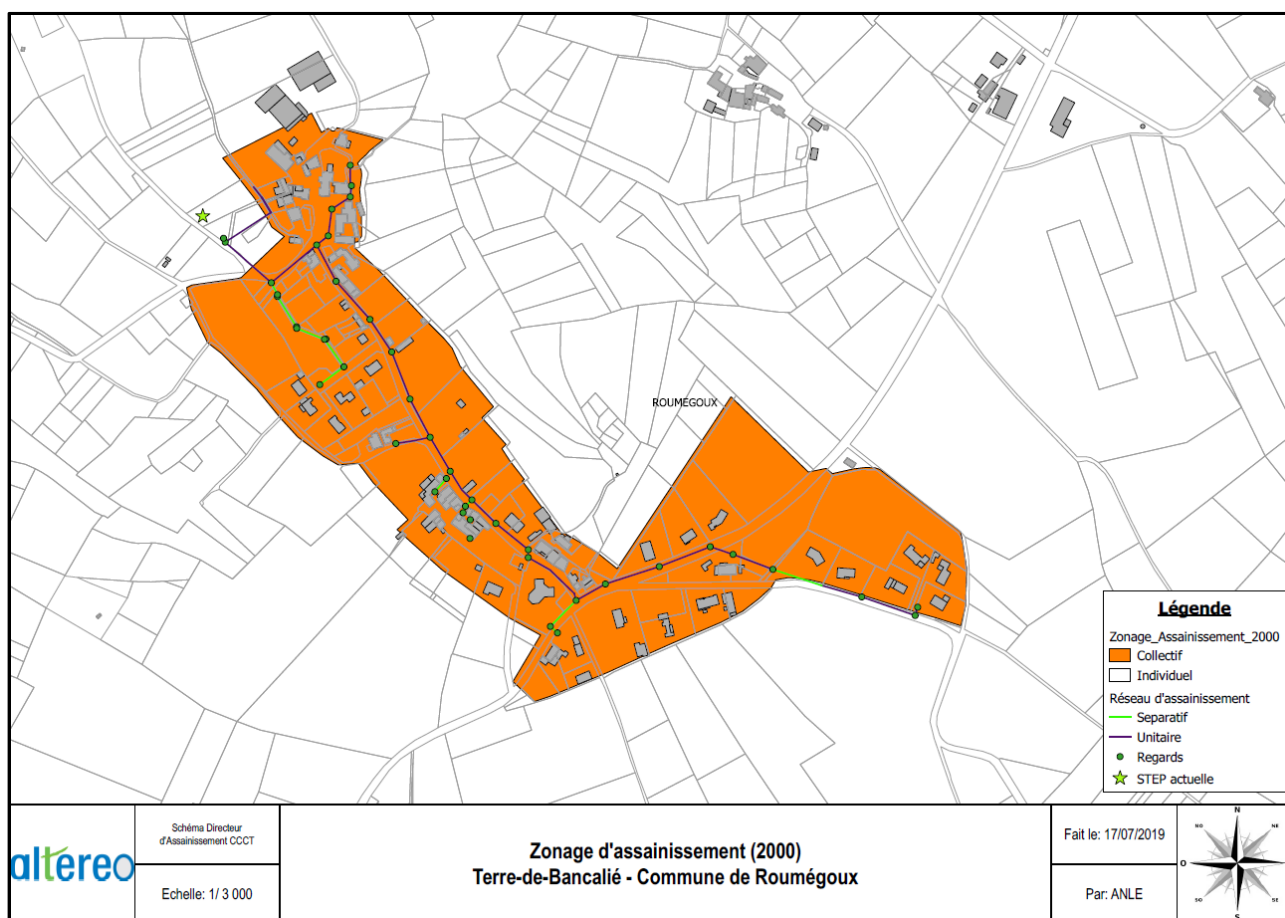
Les enjeux vis à vis de l'assainissement sont doubles, environnementaux mais aussi économiques, en raison de la nécessité de permettre la constructibilité de nouveaux secteurs sans pour autant apporter des solutions techniques « tout réseaux », qui deviendraient très rapidement insupportables financièrement.

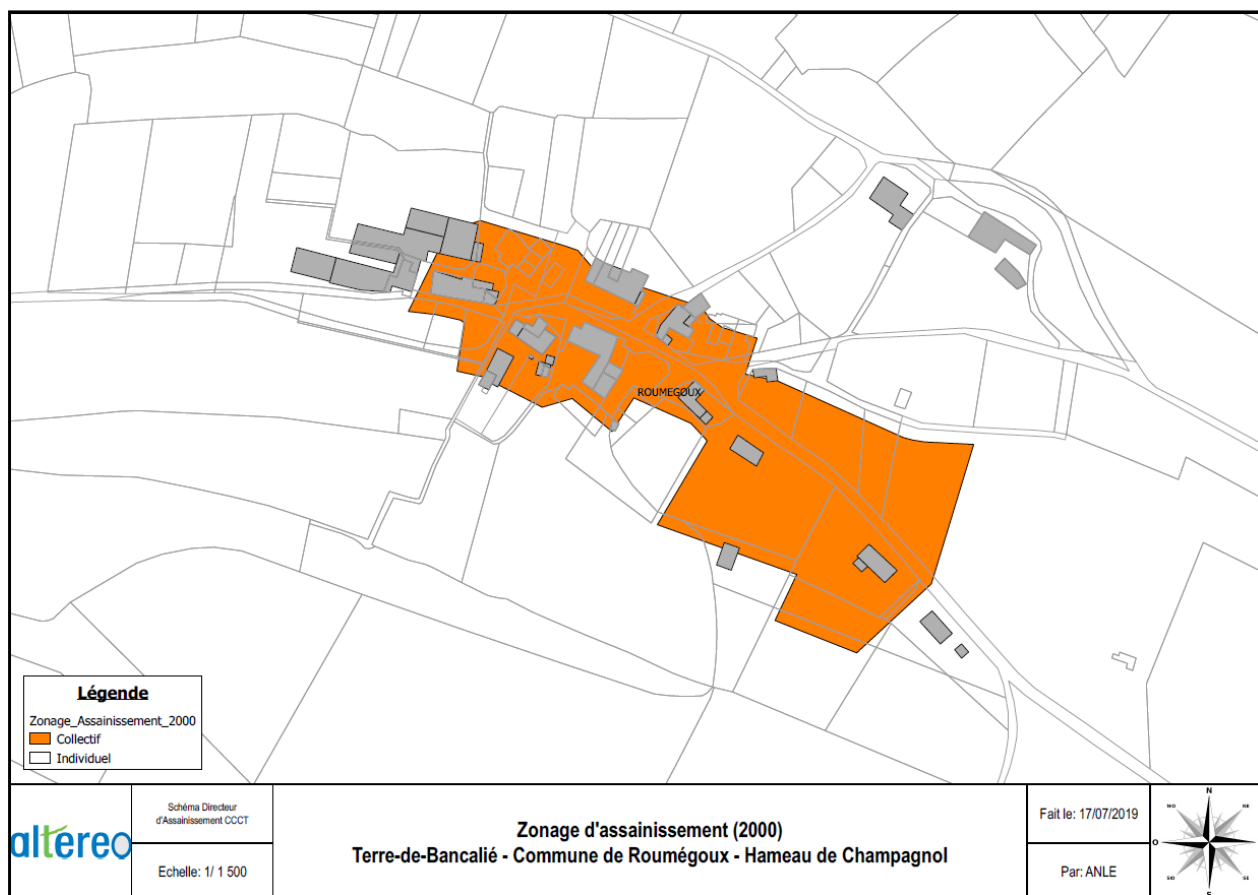
Terre-de-Bancalié est une commune nouvelle française résultant de la fusion des communes de Roumégoux, Ronel, Terre-Clapier, Le Travet, Saint-Antonin-de-Lacalm et Saint-Lieux-Lafenasse.

L'enquête publique est à présent portée par la Communauté de Communes du Centre Tarn.

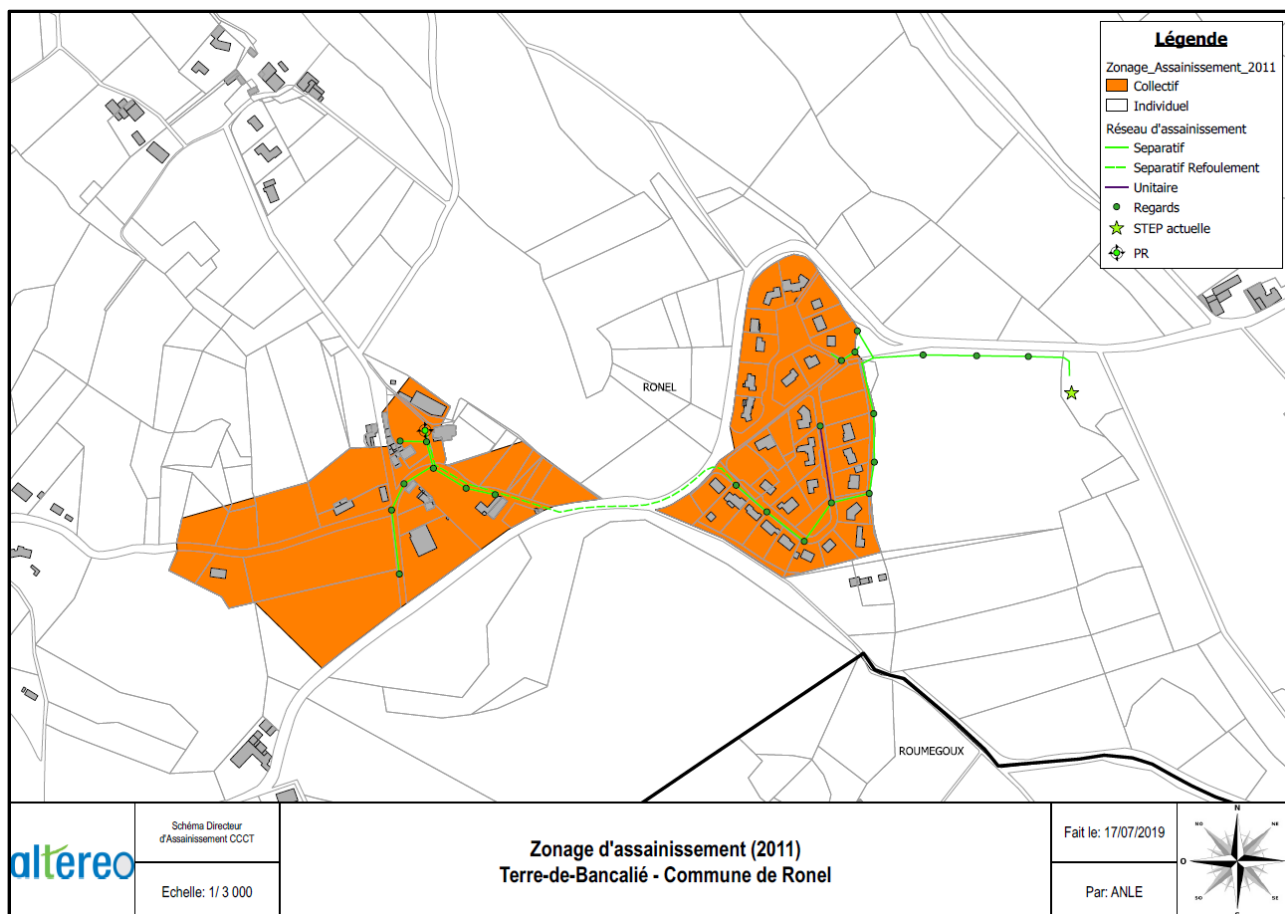
NOTA : La démarche concernant la mise à jour du zonage d'assainissement n'est pas réalisée sur la commune de Saint-Antonin-de-Lacalm.

La figure ci-dessous présente le zonage actuel de la commune de Roumégoux :

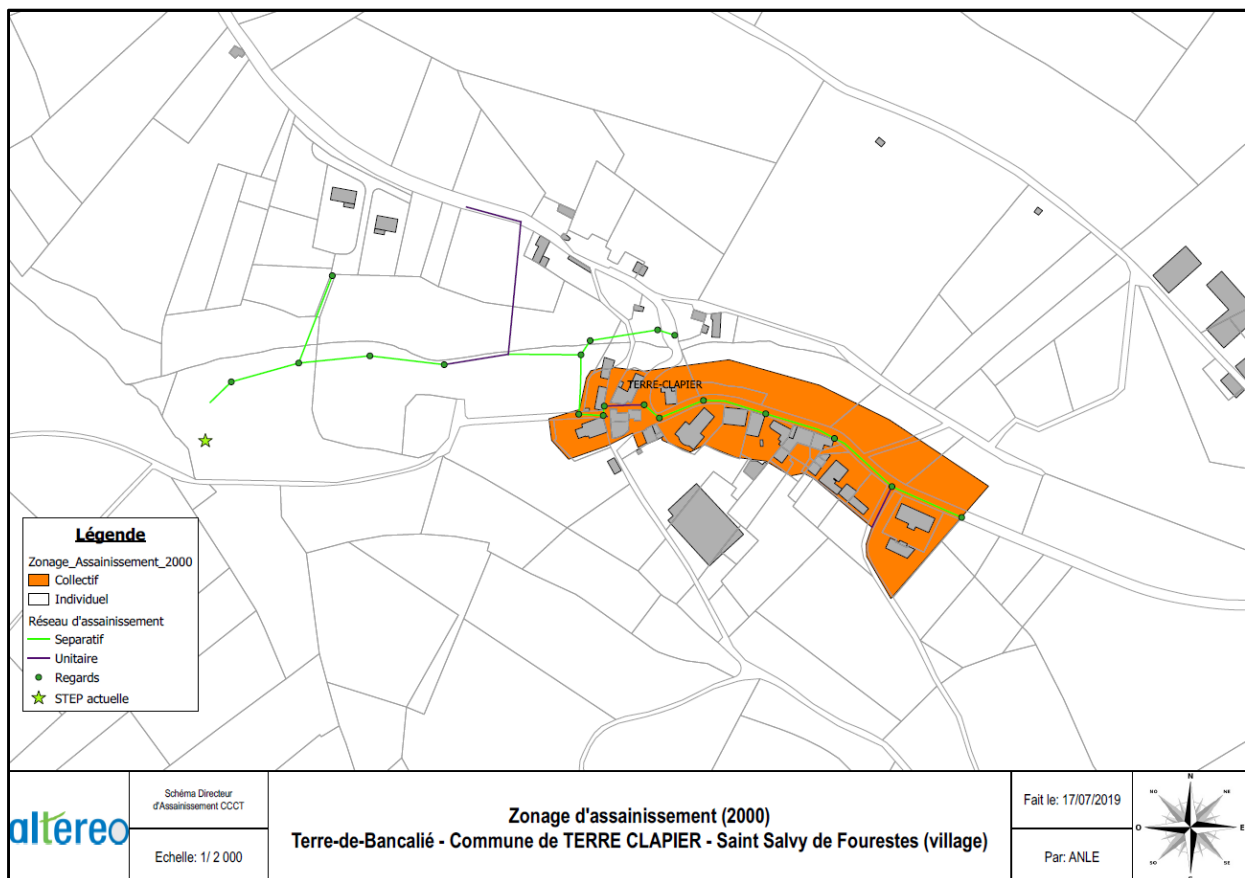
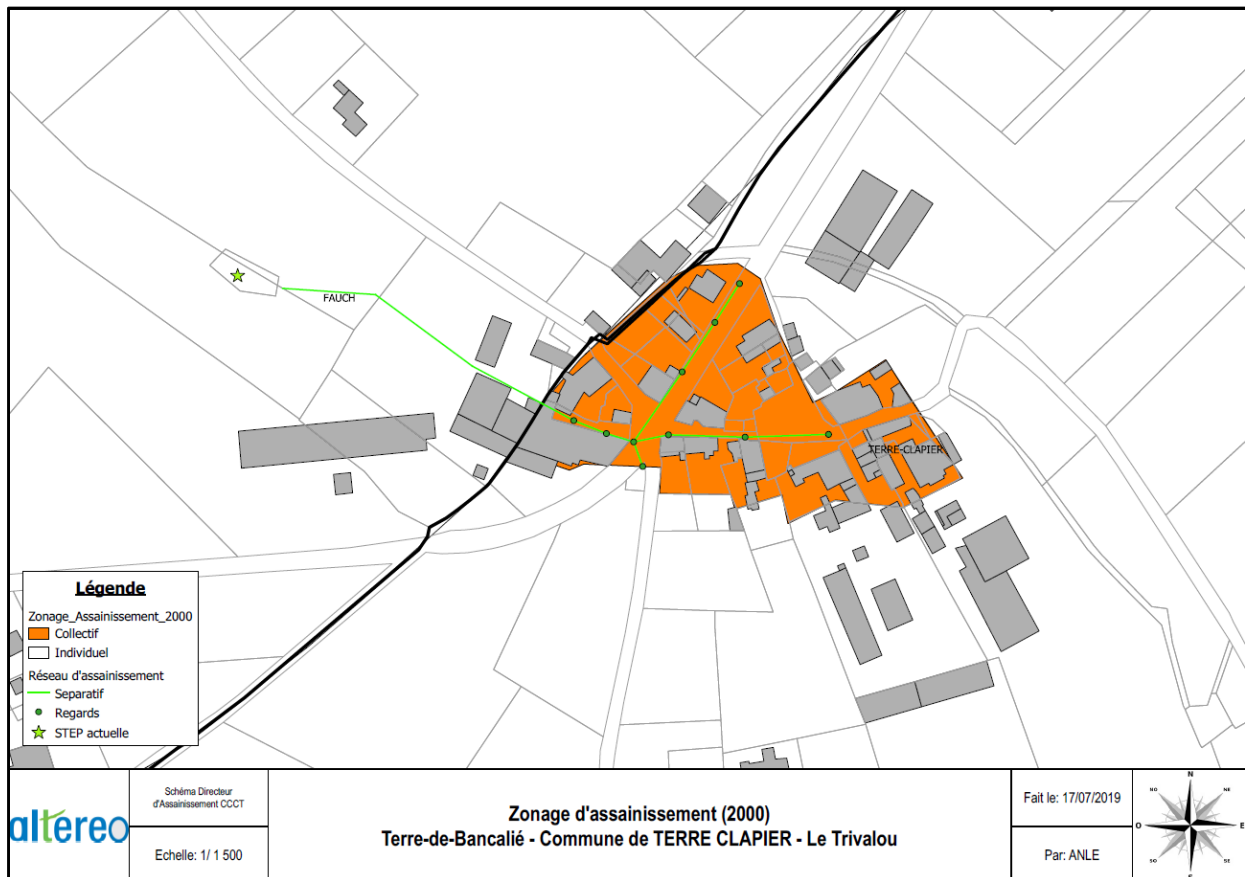




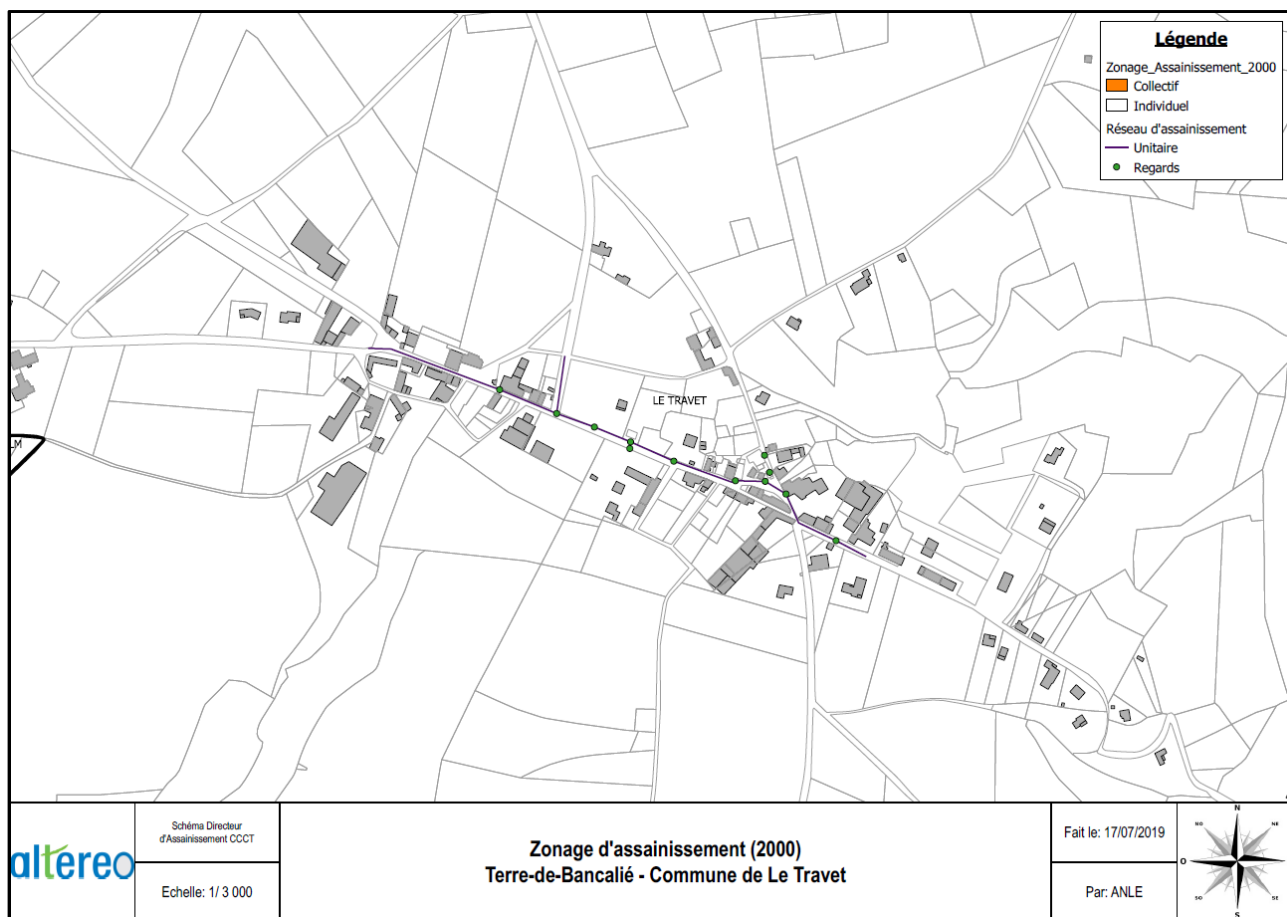
La figure ci-dessous présente le zonage actuel de la commune de Ronel :



La figure ci-dessous présente le zonage actuel de la commune de Terre-Clapier, au niveau des secteurs Le Trivalou et Saint-Salvy de Fourestes :



La figure ci-dessous présente le zonage actuel de la commune de Travet :



La figure ci-dessous présente le zonage actuel de la commune de Saint-Lieux-Lafénasse, au niveau du hameau de Lafénasse et du hameau de Saint-Lieux :

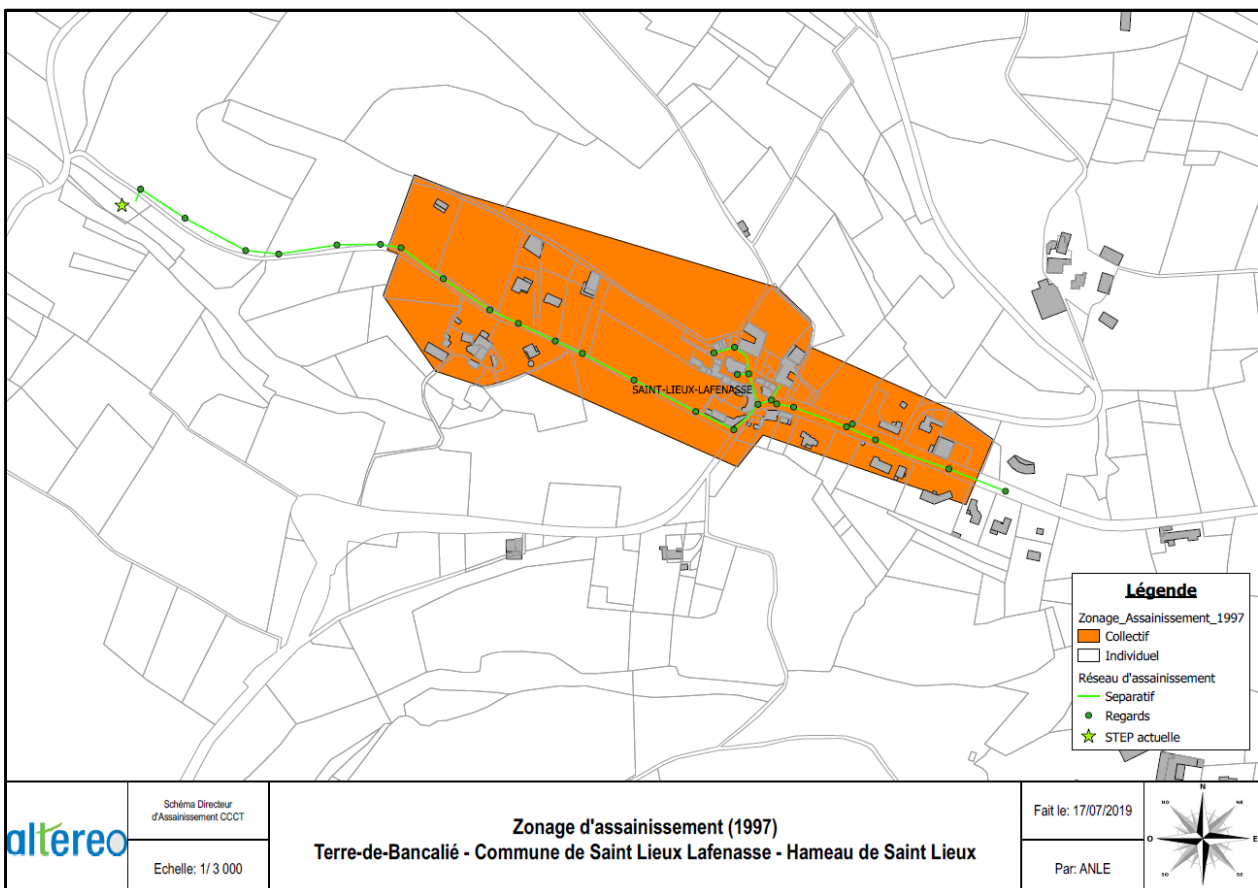
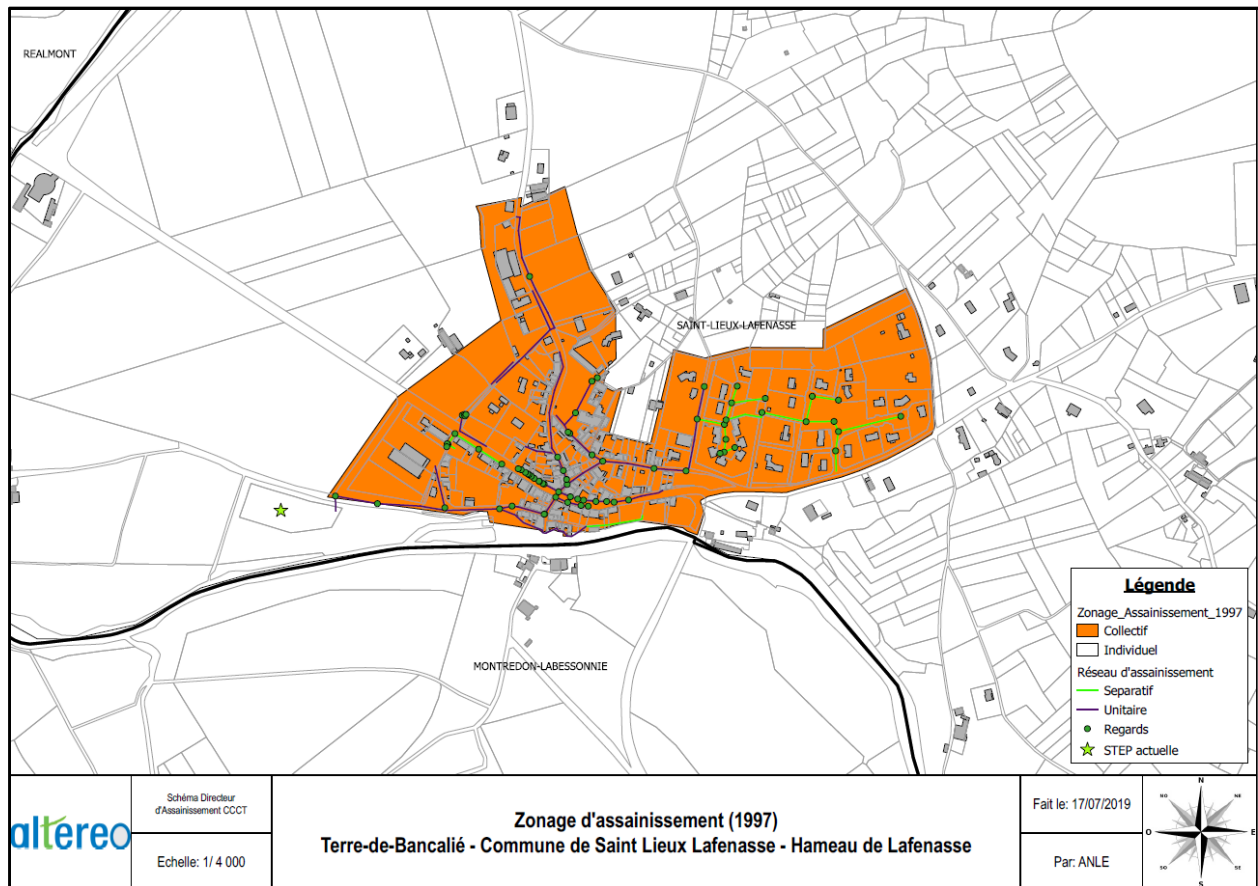


Figure 1 : Contexte du zonage d'assainissement de Terre-de-Bancalié

2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'assainissement des eaux usées domestiques constitue une obligation pour les collectivités et les particuliers. Deux techniques juridiquement différentes sont possibles :

- **L'assainissement collectif**, qui repose sur une collecte et un traitement des effluents dans le domaine public, qui relève de la collectivité.
- **L'assainissement non collectif**, localisé en domaine privé, qui relève du particulier.

2.1. Assainissement collectif

2.1.1. Droits et devoirs des particuliers

L'OBLIGATION DE RACCORDEMENT

La LOI n°2007-1824 du 25 décembre 2007 du Code de la Santé Publique rend le raccordement au réseau d'assainissement d'eaux usées obligatoire dans un **délai de deux ans** après leur mise en service.

L'ARRETE DE PROROGATION DE DELAI DE RACCORDEMENT

LOI n°2007-1824 du 25 décembre 2007 du code de la Santé Publique : « Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa. »

2.1.2. Droits et devoirs de la collectivité

LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 du Code Général des Collectivités territoriales et le Décret n°2000-318 du 7 avril 2000 - art. 4 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées urbaines définit que «...les communes prennent en charge les dépenses relatives à l'assainissement collectif dans sa totalité...» au travers d'un service public d'assainissement collectif.

Le Budget de ce service doit être équilibré en termes de recettes et de dépenses (remboursement des investissements et coût de fonctionnement) sans versement du budget général (sauf pour les collectivités de moins de 3 000 habitants).

Les recettes de ce budget sont assurées par l'institution d'une redevance d'assainissement due par l'usager du service, par l'instauration d'une taxe de raccordement et éventuellement complétées de subventions (Agence de l'Eau, Conseil Général...)

L'EXECUTION D'OFFICE DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT

Dans le cas d'un refus du propriétaire de se raccorder au réseau public dans les conditions prévues par la réglementation, la commune peut exécuter d'office (après mise en demeure) les travaux et se faire rembourser ultérieurement par le propriétaire (ORDONNANCE n°2014-1335 du 6 novembre 2014 - art. 19 du code de la Santé Publique).

LA RESPONSABILITE DU MAIRE EN MATIERE DE RACCORDEMENT

Si le maire tarde trop à contraindre le propriétaire à se raccorder, son inertie constitue une faute engageant la commune. (Cour d'Appel Administrative de Bordeaux du 16 avril 1992 n°90-BX-00586, Mme Brunet et la réponse ministérielle n°7382 paru au journal officiel de l'Assemblée Nationale Q du 23 février 1998).

L'ARRETE D'EXONERATION DE BRANCHEMENT

L'exonération des immeubles raccordables doit se faire par arrêté municipal. Dans ce cas, les immeubles concernés doivent être équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme.

2.2. Assainissement autonome

2.2.1. Fonctionnement d'un assainissement non collectif

Le terme d'assainissement autonome ou d'assainissement non collectif désigne :

« toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R. 214-5 du code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. »

L'assainissement a un seul objectif : épurer les effluents issus des activités domestiques afin de protéger le milieu naturel.

Les eaux usées domestiques se décomposent en deux groupes :

- Les eaux vannes : ce sont les eaux issues des WC ;
- Les eaux ménagères : regroupent les eaux de cuisine, salle de bains, lave linge, lave vaisselle...

► Assainissement non collectif ou collectif, quelles sont les obligations ?

- Si l'habitation n'est pas en situation d'être raccordée à un réseau d'assainissement (maison isolée...), elle doit disposer d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.
- Si l'habitation est desservie par un réseau d'égouts, elle doit être raccordée. Dans ce cas, les eaux usées sont collectées avec celles d'autres maisons afin d'être traitées dans une station d'épuration : c'est l'assainissement collectif.

► L'assainissement non collectif : une technique efficace

- Une installation d'assainissement non collectif s'intègre aisément au niveau d'un terrain et garantit un confort identique à celui de l'assainissement collectif.
- L'assainissement non collectif est une solution qui assure une bonne élimination de la pollution à un coût acceptable.
- Bien conçu et correctement réalisé, l'assainissement non collectif est une technique d'épuration efficace qui contribue à protéger nos cours d'eau et nos nappes phréatiques.
- Pour assurer un traitement efficace pérenne, l'installation d'assainissement non collectif doit être faire l'objet d'un entretien régulier.

► Les étapes de l'assainissement non collectif

Les eaux usées sont d'abord collectées dans la maison. Elles sont ensuite dirigées un système de prétraitement (généralement une fosse toutes eaux), avant d'être réellement traitées par infiltration dans le sol, puis dispersées par écoulement dans le sous-sol.

■ La collecte

Les eaux usées sont produites à différents endroits de la maison. Il faut d'abord les collecter pour pouvoir les traiter.

Toutes les eaux usées de votre habitation : eaux des WC, eaux de cuisine, eaux de salle de bains, eaux des machines à laver, eaux des évier doivent être collectées puis dirigées vers l'installation d'assainissement individuel.

A l'intérieur des habitations, au moins une descente d'eaux usées (généralement, celle des WC) doit être prolongée jusqu'au toit pour créer une prise d'air.

■ Le prétraitement

Les eaux usées collectées contiennent des particules solides et des graisses qu'il faut éliminer afin de ne pas perturber le traitement ultérieur : c'est le rôle du **prétraitement**.

Ce **prétraitement** est en général réalisé dans une fosse, appelée fosse toutes eaux (ou, parfois fosse septique toutes eaux), qui accueille donc toutes les eaux usées collectées.

Les matières solides qui se déposent et s'accumulent dans la fosse devront être régulièrement évacuées, en moyenne tous les 4 ans : c'est l'opération de vidange de la fosse.

En sortie de la fosse, les eaux sont débarrassées des substances indésirables et peuvent ainsi être traitées par le sol.

*** Attention !**

La fosse toutes eaux doit être accessible pour permettre sa vidange.

Des gaz sont produits au niveau de la fosse. Ils doivent être évacués par une ventilation efficace qui débouche au-dessus du toit.

La fosse toutes eaux doit être installée au plus près de votre habitation, si possible à faible profondeur et à l'écart des zones de passage des voitures.

■ Le traitement et l'évacuation des eaux

En sortie de la fosse toutes eaux, l'eau est séparée des éléments solides, mais elle est cependant encore fortement polluée : elle doit donc être traitée. L'élimination de la pollution est alors obtenue par infiltration des eaux dans le sol ou dans un massif de sable, grâce à l'action des micro-organismes qui y sont naturellement présents.

Les eaux ainsi traitées, se dispersent par écoulement dans le sous-sol. Si cela n'est pas possible (sol argileux...), un rejet au fossé peut-être envisagé, sous réserve de l'accord du gestionnaire de l'exutoire.

*** Attention !**

Pour que le dispositif fonctionne durablement, le choix du type d'assainissement non collectif à mettre en place doit tenir compte des caractéristiques et contraintes du terrain.

Les contraintes du terrain	Les techniques de traitement	Des exemples ...
Elles sont liées aux caractéristiques de la parcelle et en particulier : - au sol : perméabilité, épaisseur, possibilité de rejet de l'eau traitée ... - à la présence d'eau : niveau de la nappe phréatique - à la pente du terrain - à la surface disponible et à l'encombrement de la parcelle (limite de propriété, présence d'un potager, d'arbres ou d'un verger, d'un accès à un garage ...)	Elles doivent être choisies en fonction des contraintes. On trouvera par exemple les variantes techniques suivantes : - Epuration par le sol en place ou bien par un sable de substitution lorsque le sol n'est pas adapté. - Dispersion des eaux traitées dans le sous-sol ou exceptionnellement, en cas d'impossibilité, récupération des eaux épurées et rejet en surface. - Dispositif enfoui dans le terrain ou si nécessaire mis en place dans un tertre hors sol. - Dispositif agréé par le ministère de l'Environnement	 Epandage sol en place Filtre à sable vertical Tertre d'infiltration Filtre compact, micro station

Tableau 1 : Choix du type de filière d'assainissement non collectif

Remarque : en cas de sol très imperméable et en l'absence d'exutoire à proximité, une parcelle peut être considérée inconstructible. La faisabilité de l'assainissement doit être évaluée, autant que possible, en amont du projet.

► Comment bien entretenir une installation ?

Une installation d'assainissement non collectif n'exige pas de modification des habitudes : une utilisation normale des produits ménagers (eau de javel, lessive, liquide vaisselle...) ne perturbe pas le fonctionnement de la fosse toutes eaux.

Une vérification et un entretien régulier de l'installation sont nécessaires. La fosse toutes eaux doit être notamment vidangée en moyenne tous les quatre à cinq ans par une entreprise spécialisée et agréée par le Préfet. Ces matières doivent être traitées en station d'épuration ou faire l'objet d'un plan d'épandage. La facture de la société de vidange doit préciser la destination des matières prélevées.

Si l'installation possède des équipements complémentaires (bac à graisses ou pré-filtre), il est nécessaire de s'assurer très régulièrement de leur bon fonctionnement.

2.2.2. Droits et devoirs des particuliers

INSTALLATIONS EXISTANTES

LOI n°2007-1824 du 25 décembre 2007 du Code de la Santé Publique : « les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement... »

Décret n°2000-318 du 7 avril 2000 - art. 4: « les systèmes d'assainissement non collectif doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles ou souterraines... »

NOUVELLES INSTALLATIONS

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, précise : « le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant [...] leur assainissement [...] ».

La construction d'un dispositif d'assainissement autonome doit être autorisée et contrôlée par le SPANC de la Communauté de Communes. Un certificat de conformité sera délivré au pétitionnaire par le SPANC de la Communauté de Communes suite au contrôle de la réalisation des travaux.

2.2.3. Droits et devoirs de la collectivité

LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, impose aux communes « d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif... » au travers d'un service public d'assainissement non collectif (SPANC), qui devra être opérationnel au plus tard au **31 décembre 2005** de contrôle des systèmes d'assainissement collectif, dont les modalités sont fixées par l'arrêté du 09 septembre 2009, à savoir : la « vérification technique de la conception » lors de la demande de permis de construire ou certificat d'urbanisme et « la vérification périodique de bon fonctionnement » des installations existantes.

Le contrôle sera assuré par les agents du service public d'assainissement non collectif, dont le budget devra être équilibré en recettes et dépenses, par l'instauration d'une redevance équivalente aux prestations réalisées (obligatoires et optionnelles).

ACCES AUX PROPRIETES

L'Ordonnance 2000-548 2000-06-15 art. 4 du Code de la Santé Publique stipule : « Les agents du service d'assainissement ont l'accès aux propriétés privées pour [...] assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service ». Ce droit d'accès ne doit pas aller à l'encontre des droits et libertés individuelles.

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite dont une copie doit être adressée aux propriétaires des ouvrages et le cas échéant, à l'occupant des lieux.

2.2.4. Textes de référence

La définition de l'aptitude des sols et des filières, présentée ci dessous, découle des textes suivants :

- Arrêté du 7 septembre 2009, relatif aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, complété par l'arrêté du 7 mars 2012,
- Norme expérimentale XP P 16-603 AFNOR (basée sur le DTU 64.1, mars 2007)
- Circulaire n°99-49 du 22 mai 1997, relative à l'assainissement non collectif

3. CONTEXTE COMMUNAL

La figure suivante présente la localisation de la commune :

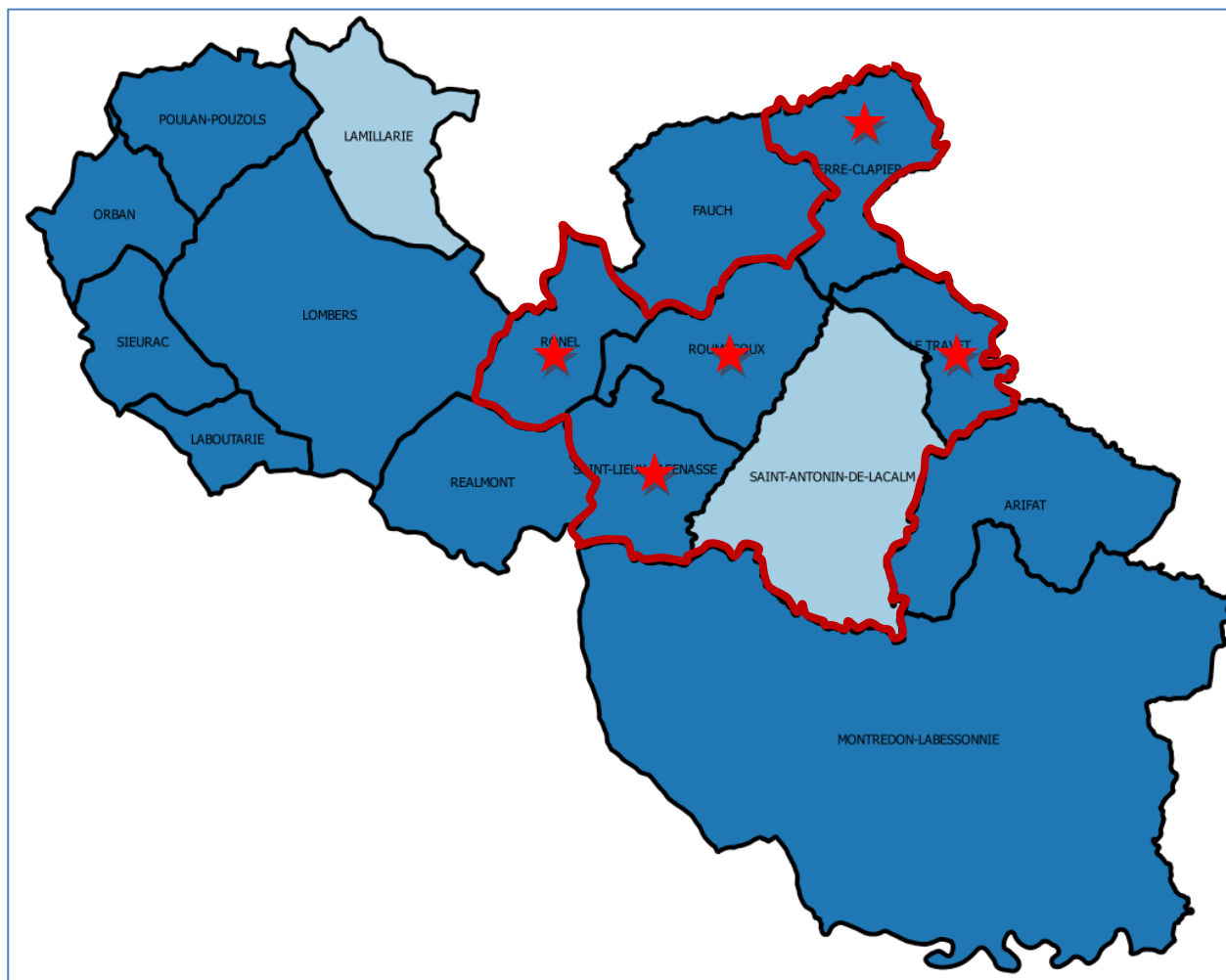


Figure 2 : Localisation de la commune de Terre-de-Bancalié

Terre-de-Bancalié est une commune nouvelle française résultant de la fusion des communes de Roumégoux, Ronel, Terre-Clapier, Le Travet, Saint-Antonin-de-Lacalm et Saint-Lieux-Lafenasse.

La commune de Terre-de-Bancalié est située dans le département du Tarn, entre Albi, Réalmont et Castres. Elle s'étend sur une superficie de 84,14 km².

Le détail des superficies par commune fusionnée est présenté dans le tableau ci-dessous.

Ancienne commune	Superficie en km ²
Roumégoux	13,43
Ronel	9,89
Terre-Clapier	12,10
Le Travet	8,44
Saint-Antonin-de-Lacalm	28,09
Saint-Lieux-Lafenasse	12,19

3.1. Données démographiques

Le détail de la population et de la densité de population par commune fusionnée est présenté dans le tableau ci-dessous.

Ancienne commune	Population (2015)	Densité de population
Roumégoux	240	18
Ronel	328	33
Terre-Clapier	258	21
Le Travet	124	15
Saint-Lieux-Lafenasse	454	37

3.1.1. Commune de Roumégoux

En 2015, il est relevé **240 habitants** sur la commune de Roumégoux, soit une densité d'environ **18 habitants par km²**. La figure ci-dessous présente l'évolution de la population sur la commune :

Roumégoux	Evolution de la population depuis 1968													
Année	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2015
Population légale	276	245	213	245	186	226	232	238	242	240	237	234	231	240

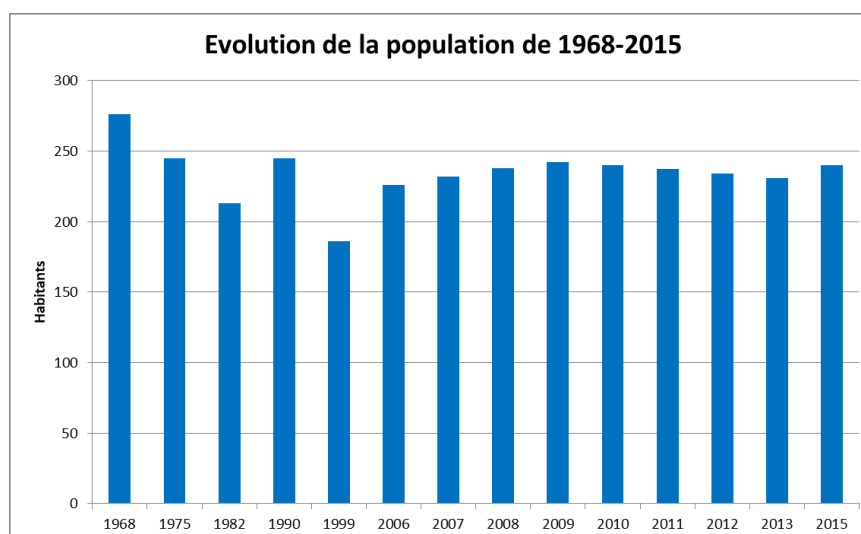


Figure 3 : Evolution de la population depuis 1968 à Roumégoux (source : INSEE)

D'après les recensements INSEE, la commune est globalement constante depuis le début des années 2008.

Le nombre d'habitant par logement principal est de 2,4 sur la commune.

3.1.2. Commune de Ronel

En 2015, il est relevé **328 habitants** sur la commune de Ronel, soit une densité d'environ **33 habitants par km²**. La figure ci-dessous présente l'évolution de la population sur la commune :

Ronel	Evolution de la population depuis 1968													
Année	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2015
Population légale	200	178	205	178	198	187	209	230	252	278	283	297	312	328

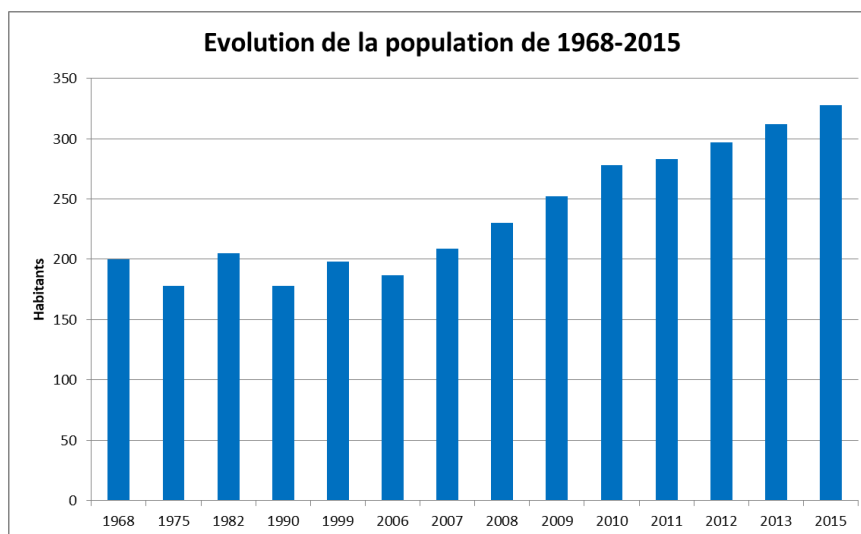


Figure 4 : Evolution de la population depuis 1968 à Ronel (source : INSEE)

D'après les recensements INSEE, la commune connaît une croissance démographique constante depuis le début des années 2000. Le nombre d'habitant par logement principal est de 2,7 sur la commune.

3.1.3. Commune de Terre-Clapier

En 2015, il est relevé **258 habitants** sur la commune de Terre-Clapier, soit une densité d'environ **21 habitants par km²**. La figure ci-dessous présente l'évolution de la population sur la commune :

Terre-Clapier	Evolution de la population depuis 1968													
Année	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2015
Population légale	247	244	234	244	215	235	238	241	238	239	245	251	257	258

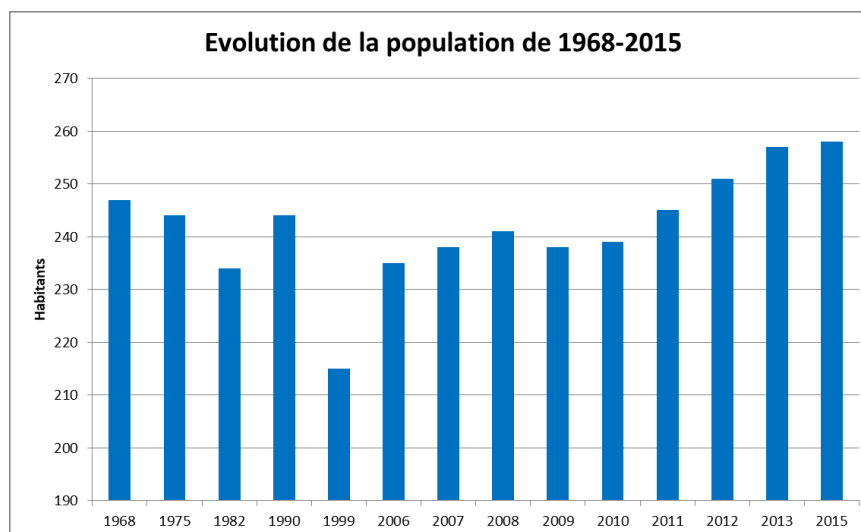


Figure 5 : Evolution de la population depuis 1968 à Terre-Clapier (source : INSEE)

D'après les recensements INSEE, la commune connaît une croissance démographique constante depuis le début des années 2010. Le nombre d'habitant par logement principal est de 2,6 sur la commune.

3.1.4. Commune de Le Travet

En 2015, il est relevé **124 habitants** sur la commune de Travet, soit une densité d'environ **15 habitants par km²**. La figure ci-dessous présente l'évolution de la population sur la commune :

Le Travet	Evolution de la population depuis 1968													
Année	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2015
Population légale	153	163	153	163	137	133	132	131	130	127	126	126	126	124

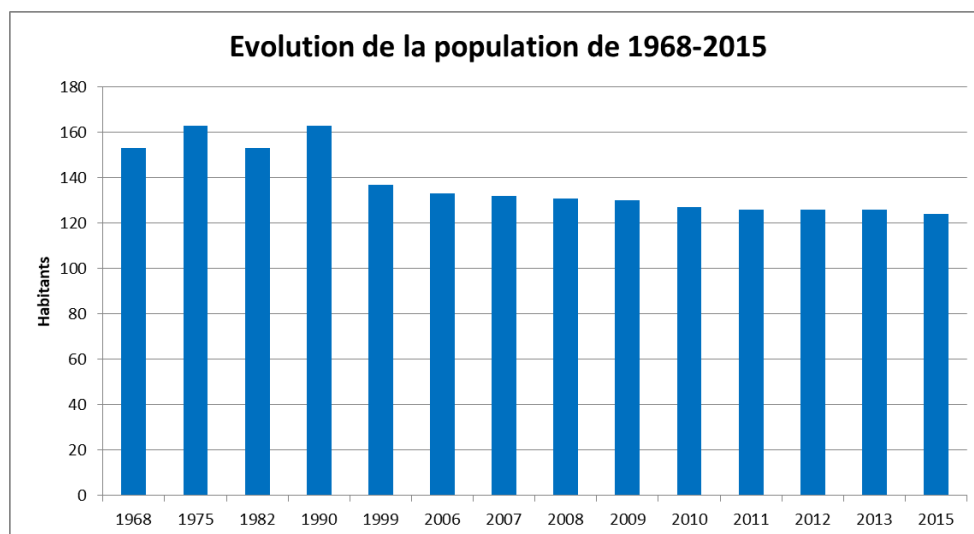


Figure 6 : Evolution de la population depuis 1968 à Le Travet (source : INSEE)

D'après les recensements INSEE, la commune connaît une décroissance démographique constante depuis le début des années 2000.

Le nombre d'habitant par logement principal est de 2,1 sur la commune.

3.1.5. Commune de Saint-Lieux-Lafénasse

En 2015, il est relevé **454 habitants** sur la commune de Saint-Lieux-Lafénasse, soit une densité d'environ **37 habitants par km²**. La figure ci-dessous présente l'évolution de la population sur la commune :

St Lieux Lafénasse	Evolution de la population depuis 1968													
Année	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2015
Population légale	497	392	348	392	399	424	428	450	448	449	450	451	448	454

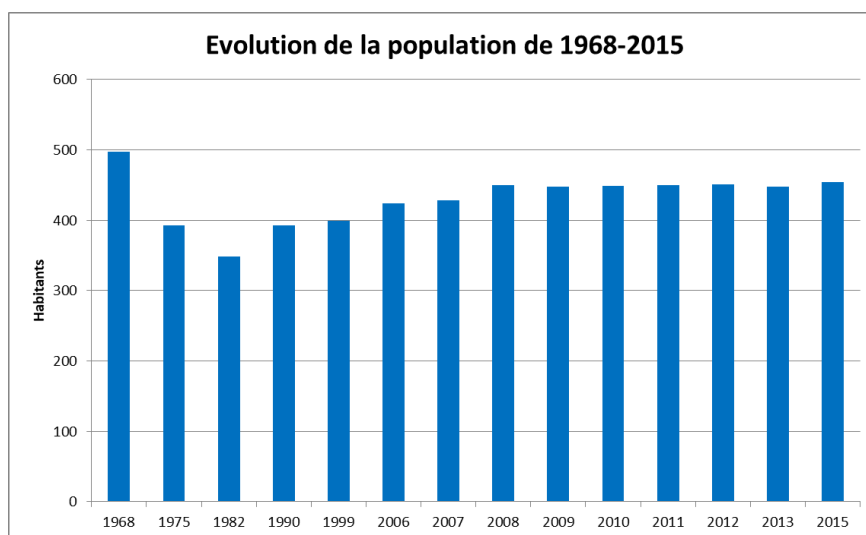


Figure 7 : Evolution de la population depuis 1968 à Saint-Lieux-Lafénasse (source : INSEE)

D'après les recensements INSEE, la population sur la commune est globalement constante depuis le début des années 2008.

Le nombre d'habitant par logement principal est de 2,4 sur la commune.

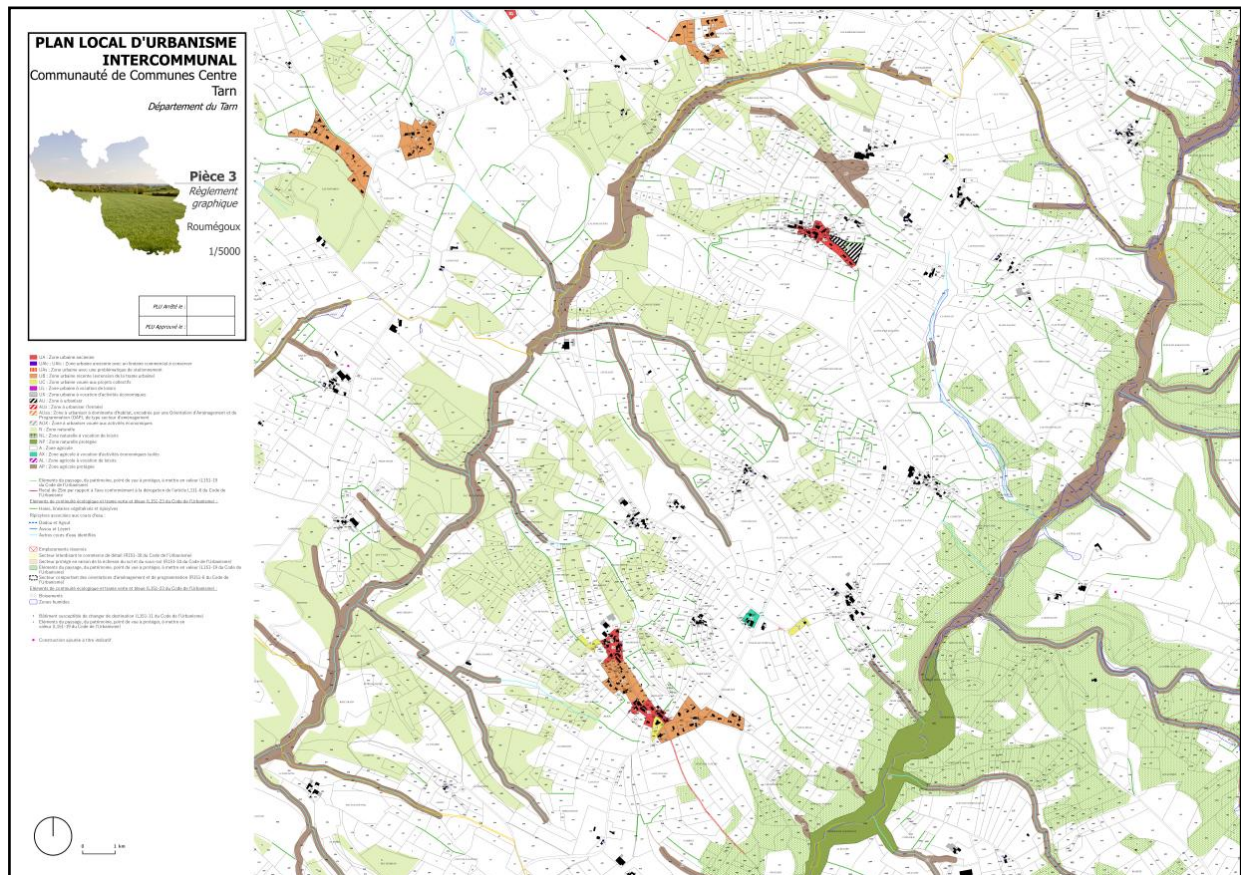
3.2. Données d'urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes du Centre Tarn est en cours d'élaboration, celui-ci étant encore au stade de l'enquête publique. La commune de Terre-de-Bancalié fait partie de ce Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Les figures suivantes présentent les perspectives d'urbanisation du PLUi de la Communauté de Commune du Centre Tarn sur :

- Roumégoux
- Ronel
- Terre-Clapier
- Le Travet
- Saint-Lieux-Lafenasse

La figure ci-dessous présente le PLUi au niveau de la commune de Roumégoux :



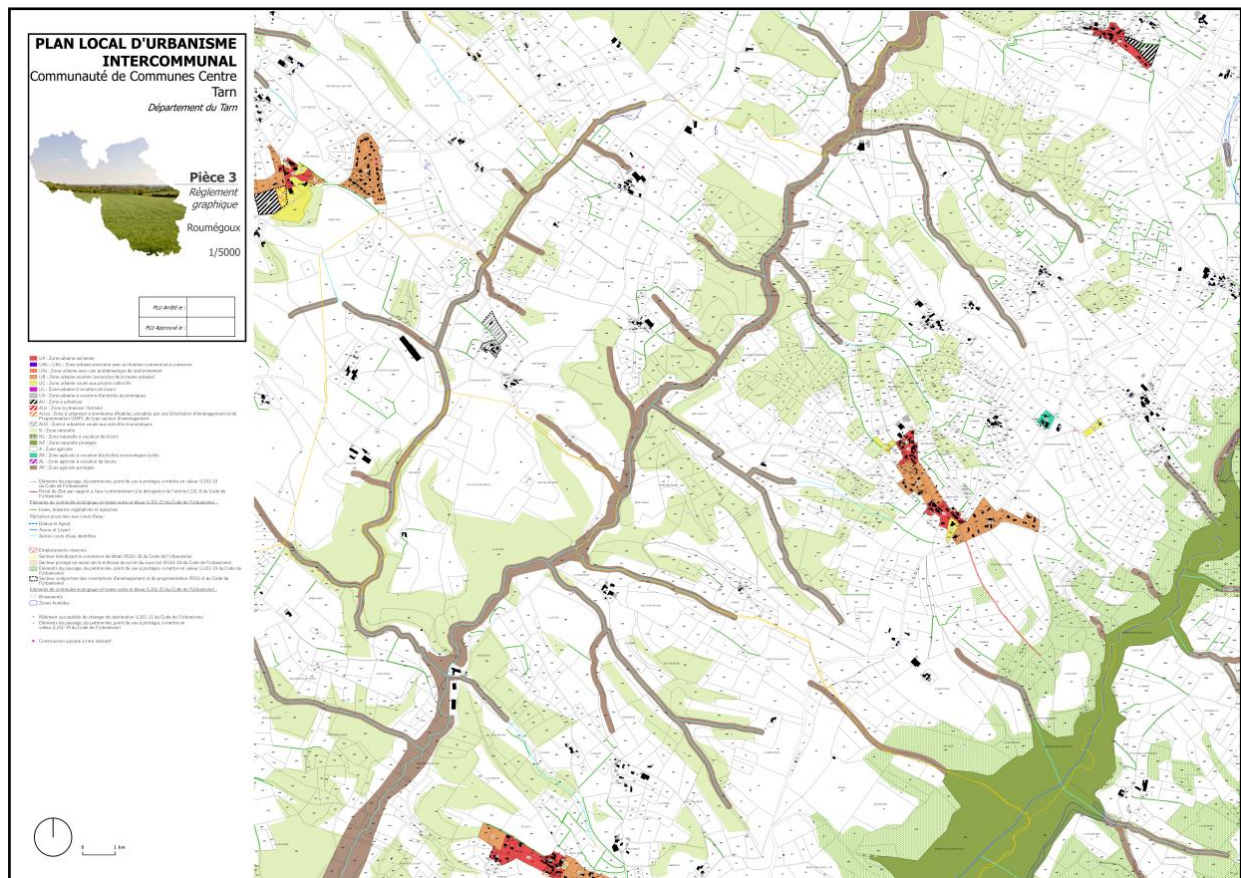
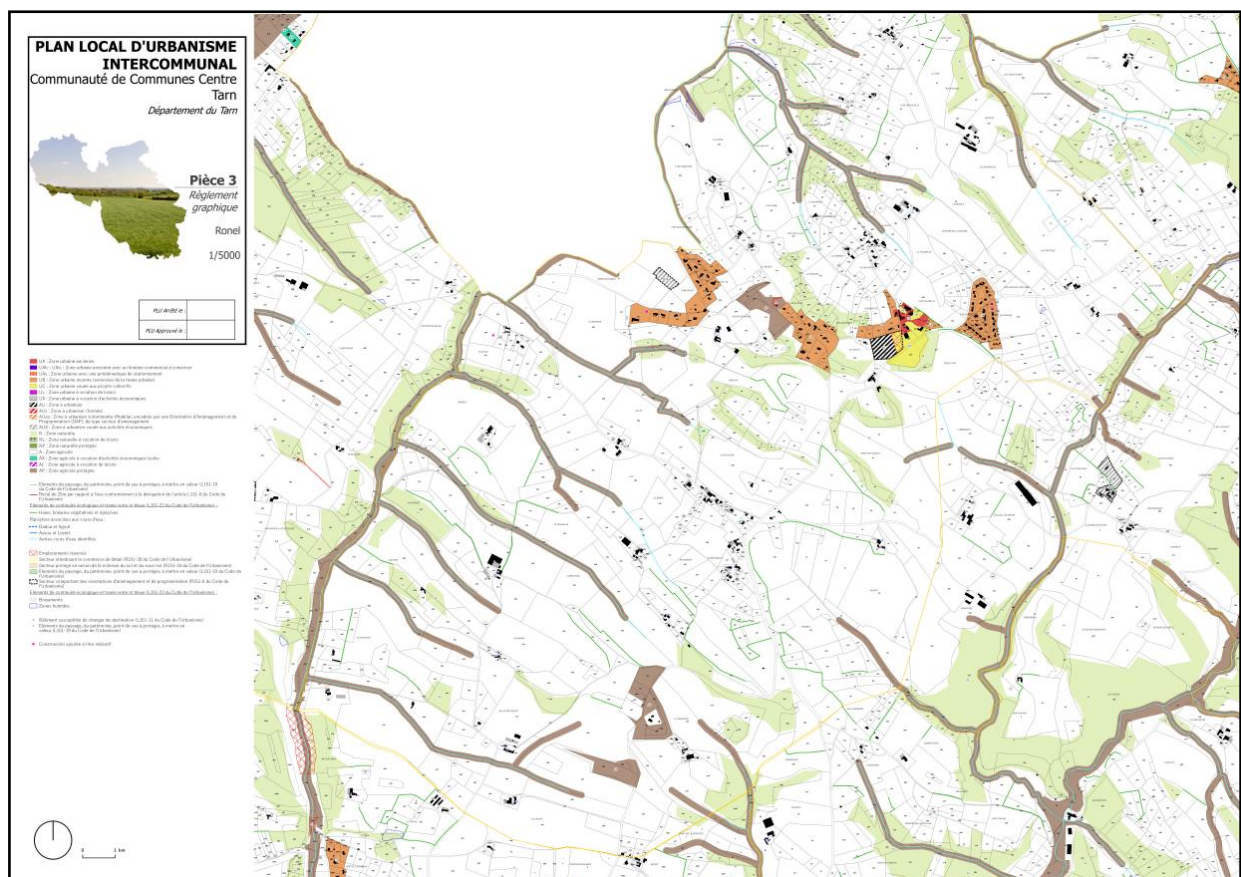


Figure 8 : PLUi au niveau de la commune de Roumégoux

La figure ci-dessous présente le PLUi au niveau de la commune de Ronel :



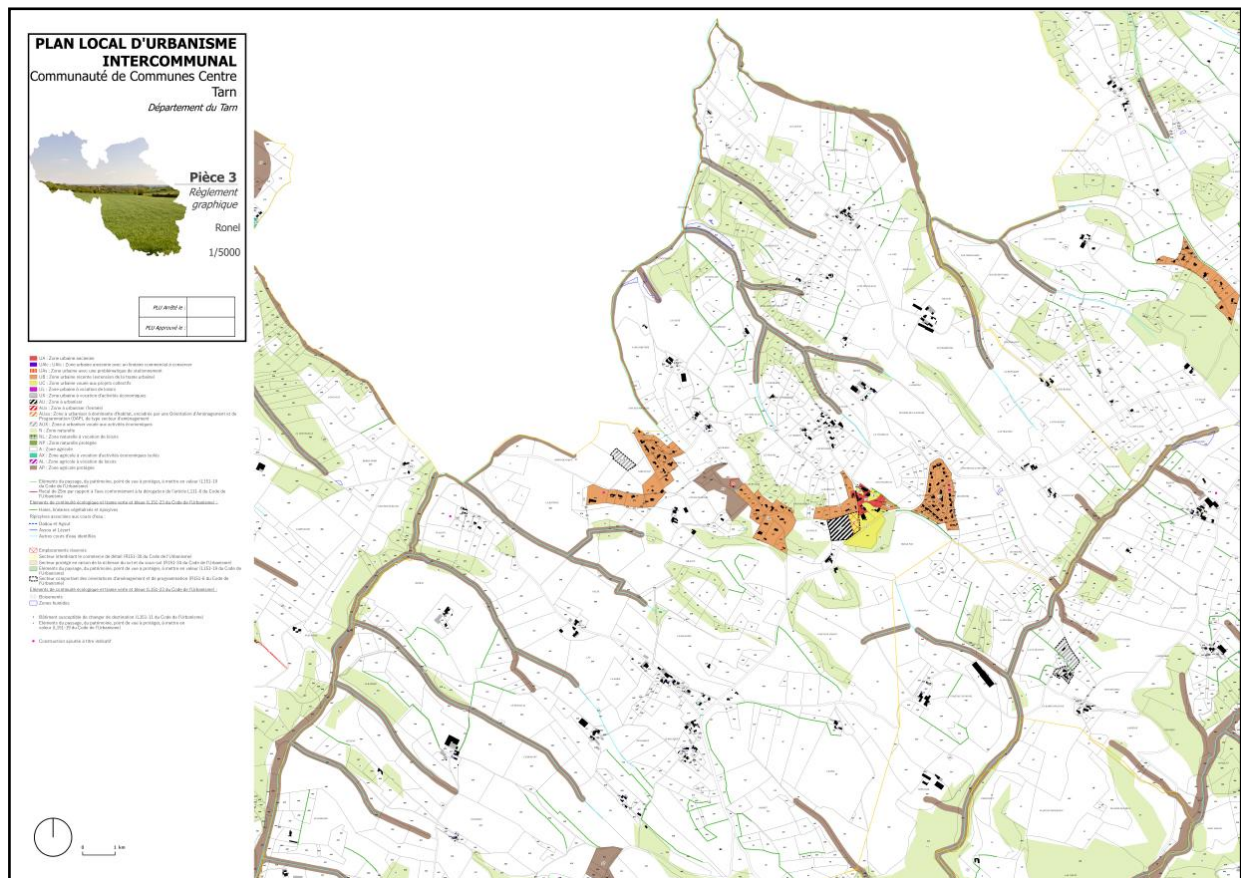
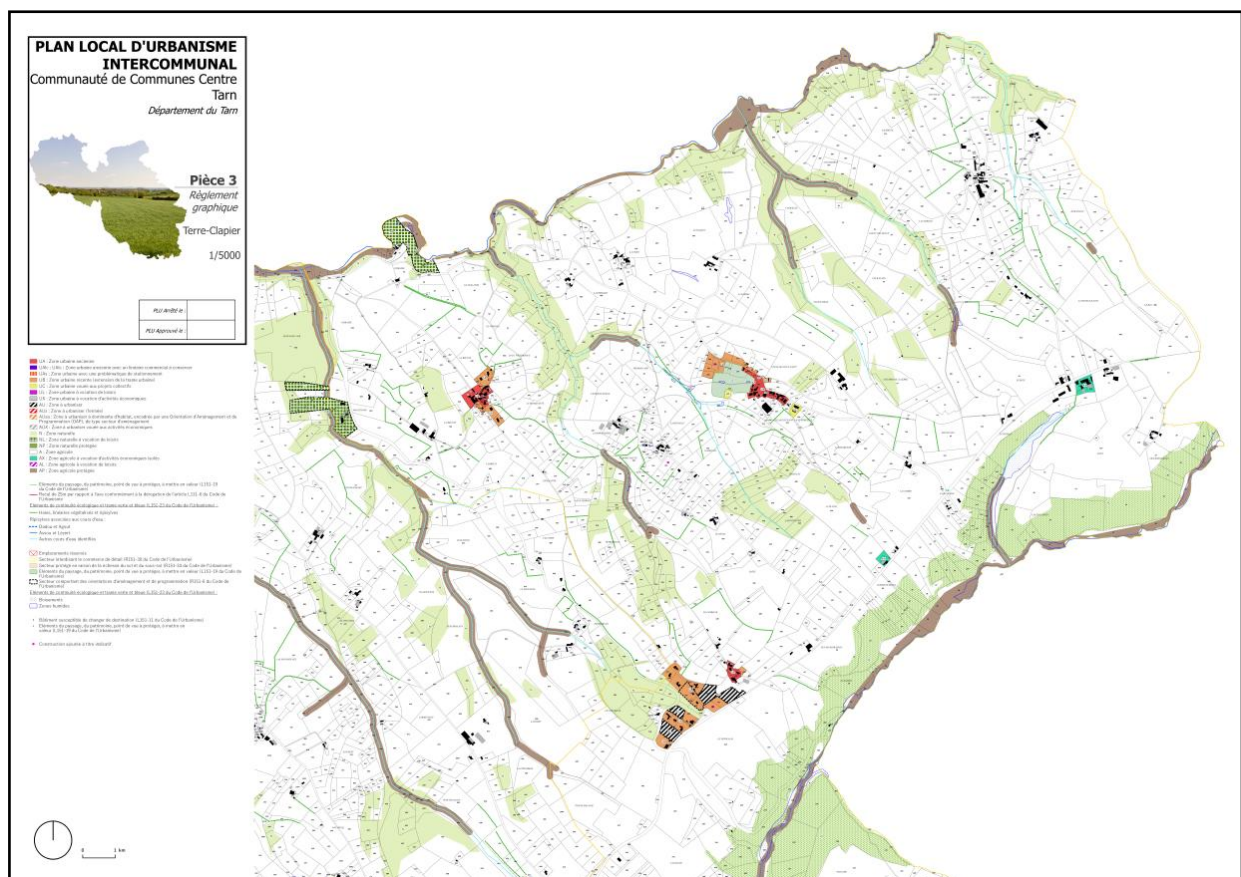


Figure 9 : PLUi au niveau de la commune de Ronel

La figure ci-dessous présente le PLUi au niveau de la commune de Terre-Clapier :



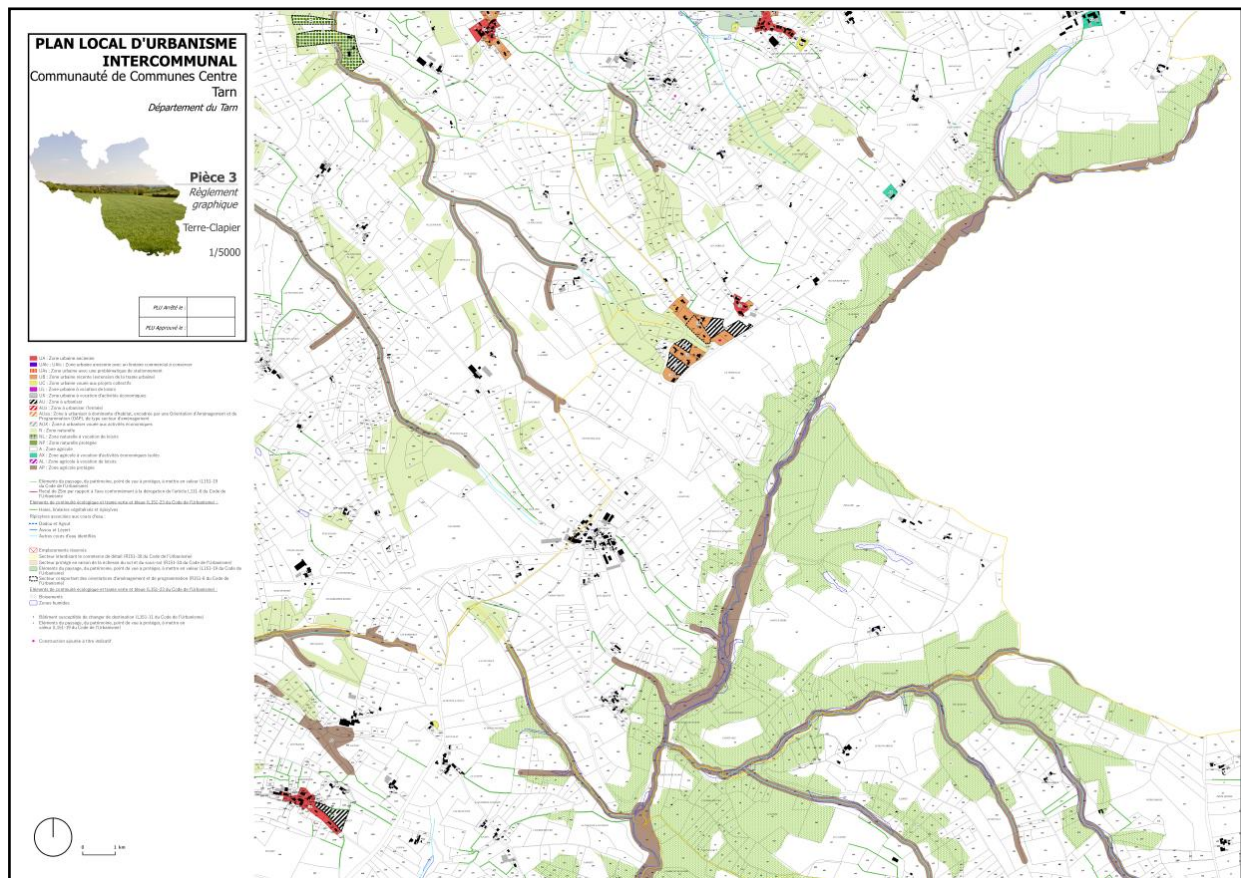
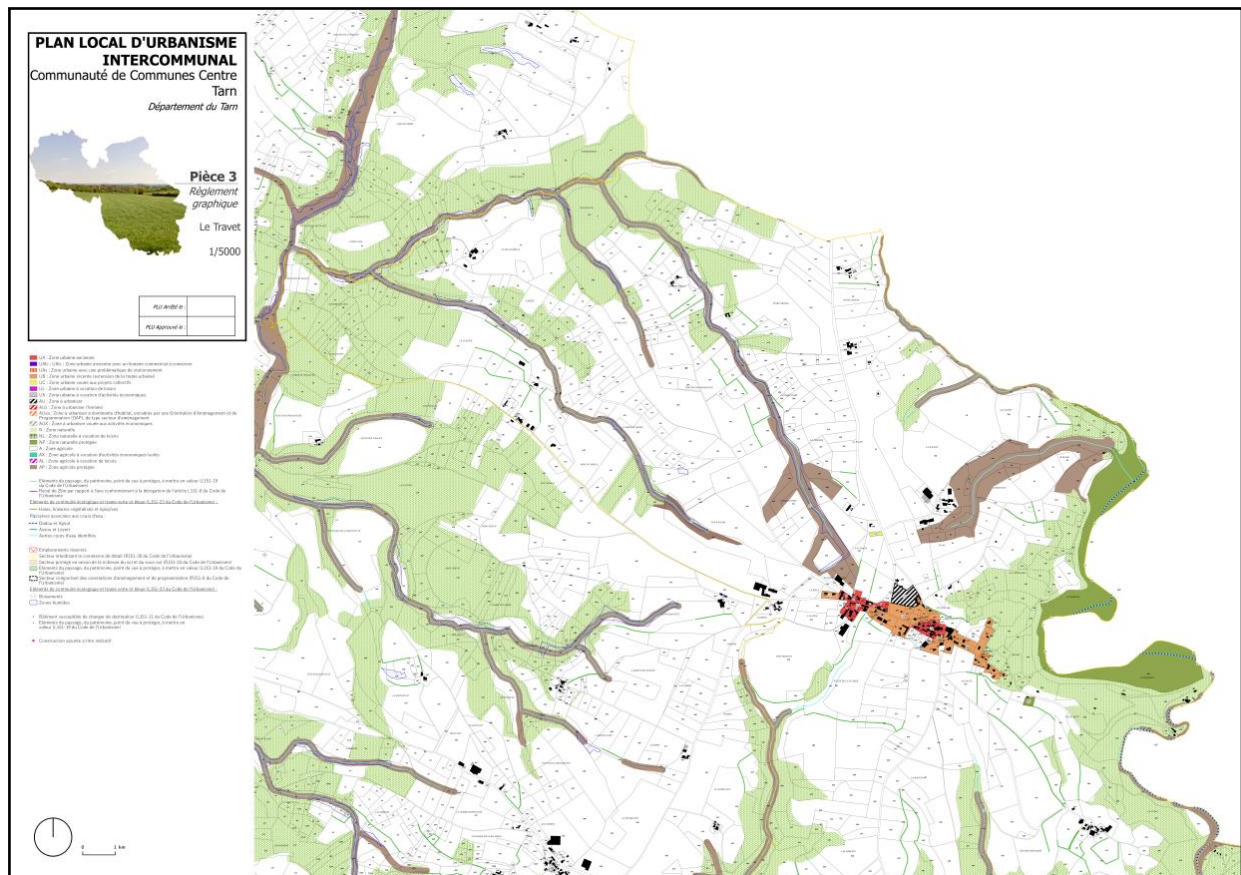


Figure 10 : PLUi au niveau de la commune de Terre-Clapier

La figure ci-dessous présente le PLUi au niveau de la commune du Travet :



Objet : Mise à jour du zonage d'Assainissement

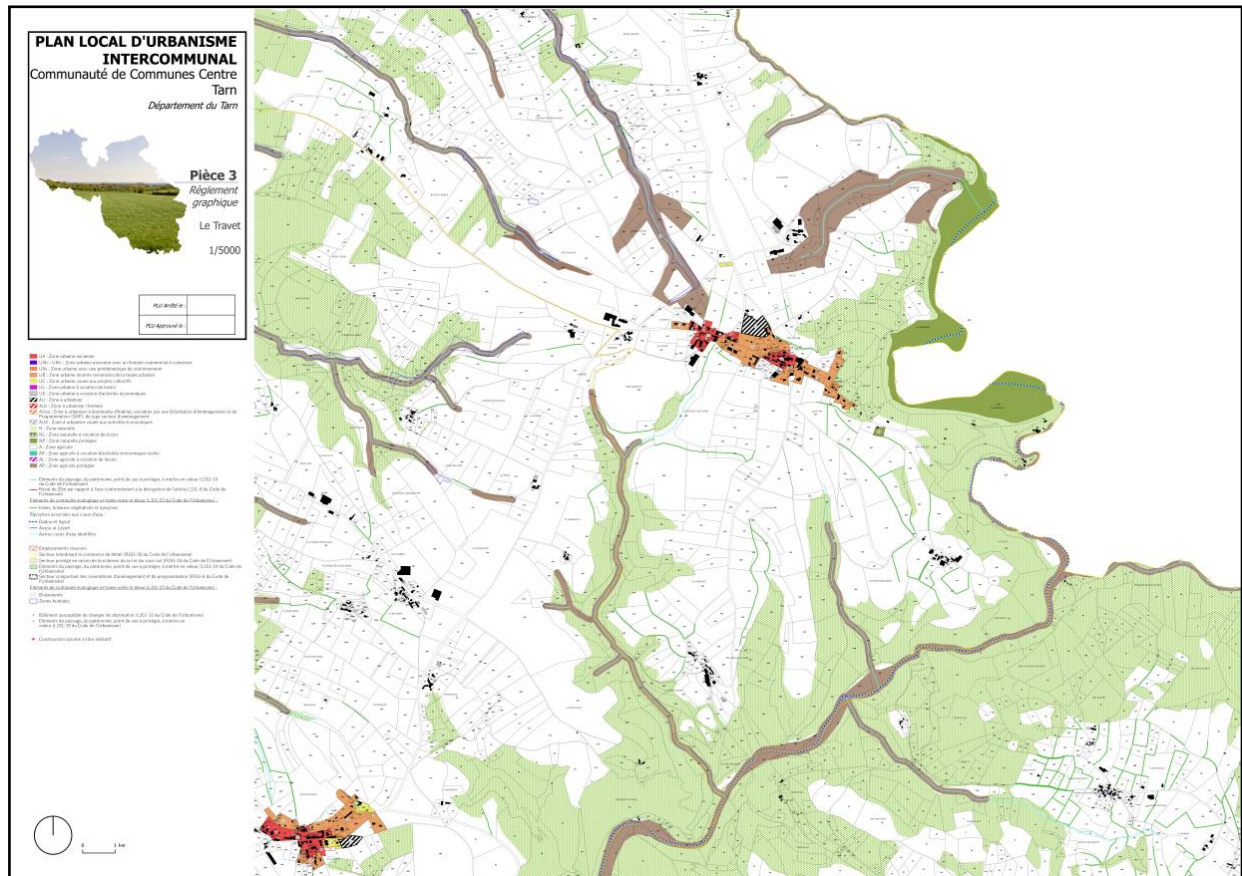
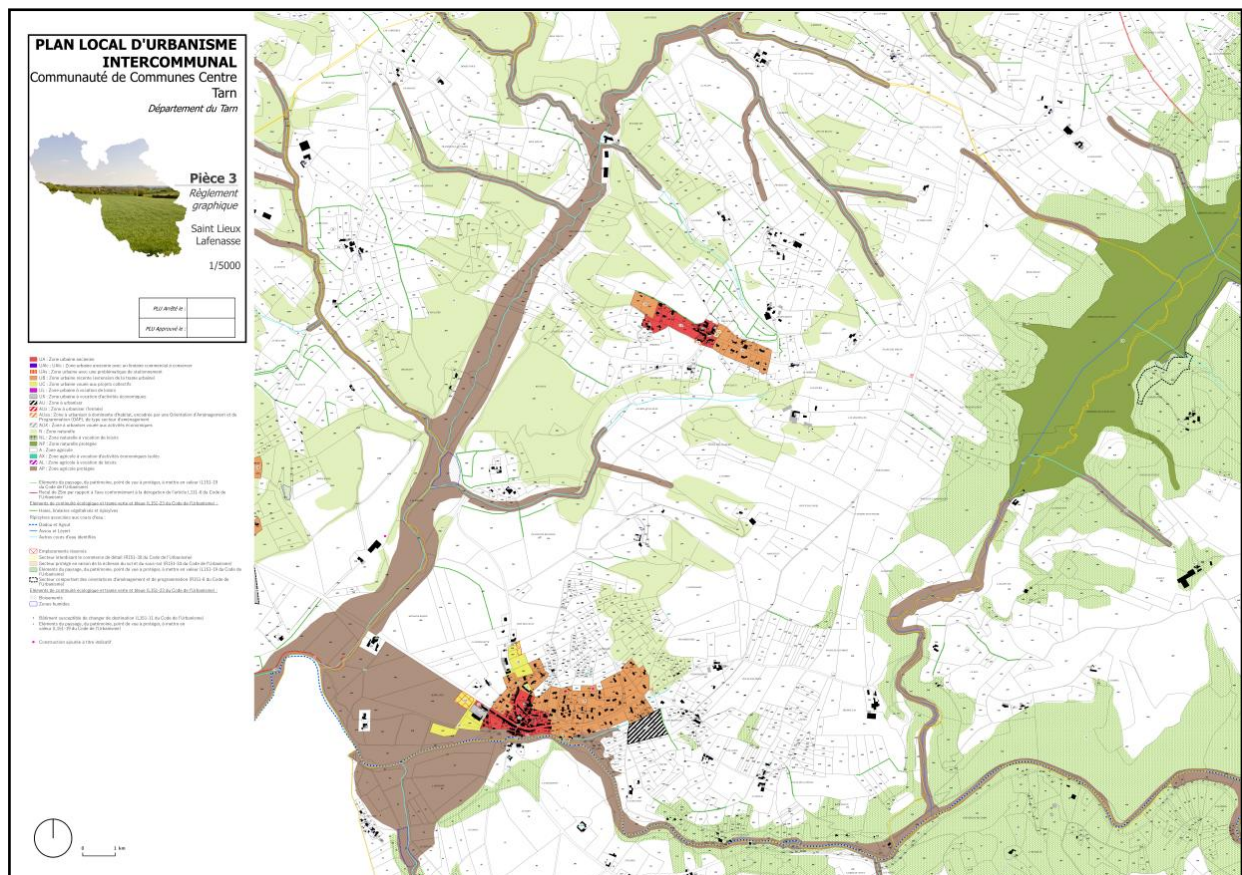


Figure 11 : PLUi au niveau de la commune du Travet

La figure ci-dessous présente le PLUi au niveau de la commune de Saint-Lieux-Lafenasse :



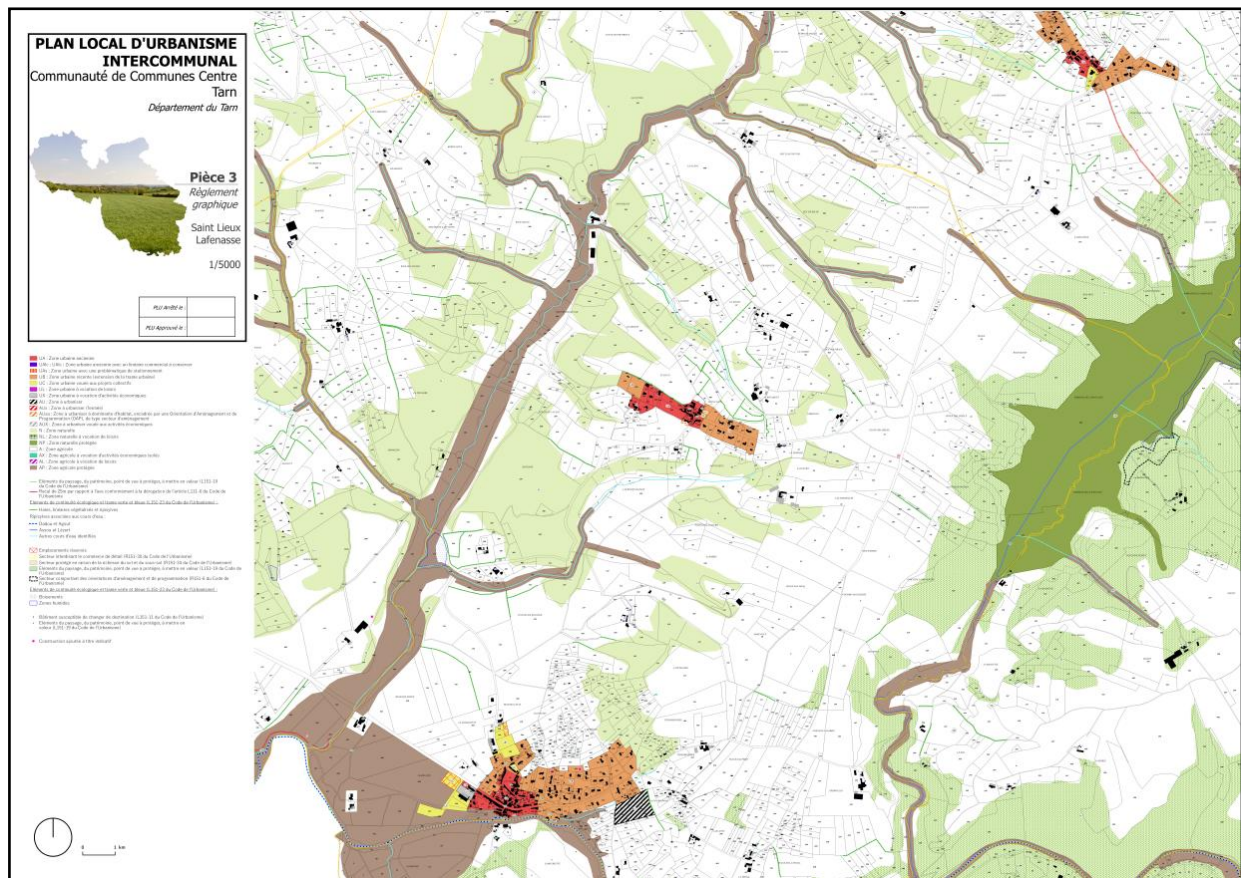


Figure 12 : PLUi au niveau de la commune de Saint-Lieux-Lafenasse

3.3. Assainissement

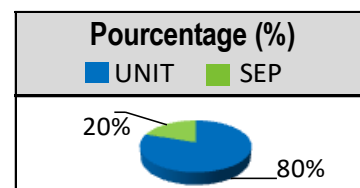
3.3.1. Commune de Roumégoux

3.3.1.1. Réseaux

Le réseau d'assainissement de la commune de Roumégoux est composé de 1 376 ml de réseau gravitaire. Aucun poste de refoulement n'est présent sur le territoire de la commune.

1 104 ml du réseau de collecte sont de type unitaire et 272 ml sont de type séparatif.

Soit 80% du linéaire de réseau de type unitaire et 20% du linéaire de réseau de type séparatif.



L'état du réseau est plutôt mauvais dans l'ensemble. En effet, celui-ci est sensible aux intrusions d'eaux claires.

3.3.1.2. Station d'épuration

La commune de Roumégoux possède une installation de traitement des eaux usées. La figure ci-dessous localise la STEP de la commune :

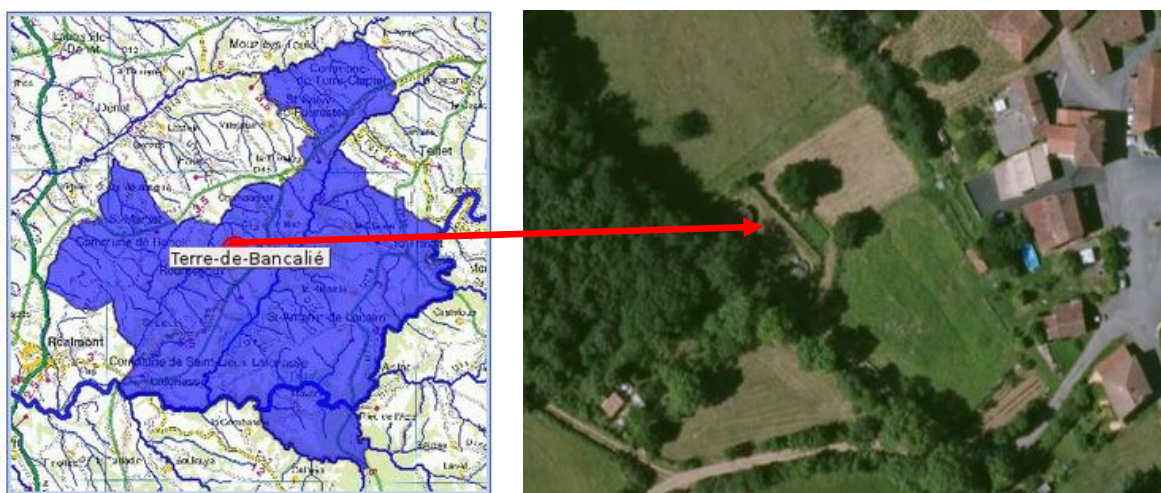


Figure 13 : Localisation de la STEP de Roumégoux

CAPACITE NOMINALE

La station de traitement des eaux usées de la commune de Roumégoux repose sur un traitement de type lit bactérien. L'installation a été **mise en service en 1999** et possède une capacité nominale de **150 Equivalents Habitants (EH)**.

Elle reçoit les eaux de la commune. Les eaux traitées sont rejetées dans un cours d'eau non nommé.

Les capacités nominales de l'installation sont présentées ci-dessous :

Paramètre	Capacité nominale
Equivalents habitants (EH)	150
Débit nominal temps sec (m3/j)	22
Charge nominale DBO5 (kg/j)	9
Charge nominale DCO (kg/j)	18
Charge nominale MES (kg/j)	14

Tableau 2 : Capacités nominales de la station d'épuration de Roumégoux

NORMES DE REJETS

La station est soumise aux normes de rejets suivantes au regard de l'arrêté du 21 juillet 2015 :

Normes de rejets STEP <120 kgDBO ₅ /j			
Paramètre	Concentration maximale à respecter	Rendement minimum à atteindre	Concentration réductrice moyenne journalière
DBO ₅	35 mgO ₂ /l	60%	70 mgO ₂ /l
DCO	200 mgO ₂ /l	60%	400 mgO ₂ /l
MES	/	50%	85 mg/l

Tableau 3 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration de Roumégoux

SYNTHÈSE DES DONNÉES D'AUTOSURVEILLANCE

Le bilan réalisé en 2014 signale un dépassement de la capacité hydraulique (59 m³/j pour 22 m³/j nominale) pour une pluviométrie de 10 mm. Ceci fait apparaître une sensibilité aux eaux claires météoriques.

Les concentrations et rendements étaient corrects lors du bilan.

COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT GÉNÉRAL ET LE FONCTIONNEMENT DE LA STATION

La station est exploitée en régie. Les eaux traitées sont rejetées dans un fossé. La station d'épuration fait l'objet de visites de maintenances régulières. A noter que d'importants désordres sont observés par temps de pluie (débordements sur les ouvrages, etc.).

3.3.1.3. Assainissement non collectif

La commune compte 75 habitations avec des installations d'ANC (127 habitations présentes sur la commune, soit 59% des habitations de la commune en dispositif autonome). Parmi ces installations d'ANC, 61 ont été diagnostiquées (soit 81% des installations qui ont été contrôlées). L'état des 61 installations diagnostiquées est le suivant :

- 4 installations conformes, soit 7% du total,
- 57 installations non conformes, soit 93% du total :
 - 18 installations non conformes sans pollution, (30% des installations totales et 32% des installations non conformes)
 - 25 installations non conformes à faible pollution, (41% des installations totales et 44% des installations non conformes)
 - 14 installations non conformes à forte pollution, (23% des installations totales et 24% des installations non conformes)

Globalement, l'état des installations n'est pas satisfaisant. L'avancement des diagnostics est bon.

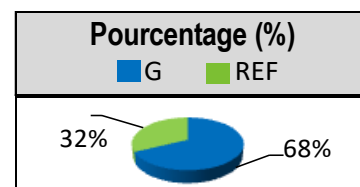
3.3.2. Commune de Ronel

3.3.2.1. Réseaux

Le réseau d'assainissement de la commune de Ronel est composé de 915 ml de réseau gravitaire et de 436 ml de réseau de refoulement.

Soit 68% du linéaire de réseau gravitaire et 32% du linéaire de réseau de refoulement.

L'intégralité du réseau de collecte est de type séparatif.



Globalement le réseau est assez récent et en bon état.

3.3.2.2. Station d'épuration

La commune de Ronel possède une installation de traitement des eaux usées. La figure ci-dessous localise la STEP de la commune :

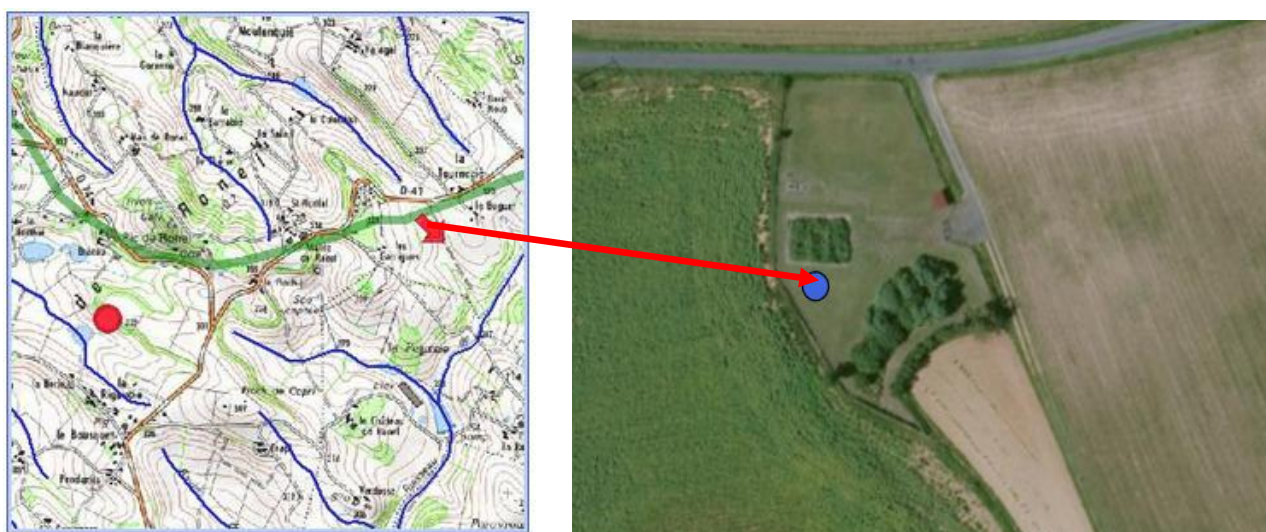


Figure 14 : Localisation de la STEP de Ronel

CAPACITE NOMINALE

La station de traitement des eaux usées de la commune de Ronel repose sur un traitement de type filtres plantés. L'installation a été **mise en service en 2008** et possède une capacité nominale de **100 Equivalents Habitants (EH)**.

Elle reçoit les eaux de la commune. Les eaux traitées sont rejetées dans un cours d'eau non nommé.

Les capacités nominales de l'installation sont présentées ci-dessous :

Paramètre	Capacité nominale
Equivalents habitants (EH)	100
Débit nominal temps sec (m3/j)	15
Charge nominale DBO5 (kg/j)	6
Charge nominale DCO (kg/j)	12
Charge nominale MES (kg/j)	7

Tableau 4 : Capacités nominales de la station d'épuration de Ronel

NORMES DE REJETS

La station est soumise aux normes de rejets suivantes au regard de l'arrêté du 21 juillet 2015 :

Normes de rejets STEP <120 kgDBO ₅ /j			
Paramètre	Concentration maximale à respecter	Rendement minimum à atteindre	Concentration réductible moyenne journalière
DBO ₅	35 mgO ₂ /l	60%	70 mgO ₂ /l
DCO	200 mgO ₂ /l	60%	400 mgO ₂ /l
MES	/	50%	85 mg/l

Tableau 5 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration de Ronel

SYNTHESE DES DONNEES D'AUTOSURVEILLANCE

Le tableau suivant présente les résultats des données d'autosurveillance fournies par le SATESE :

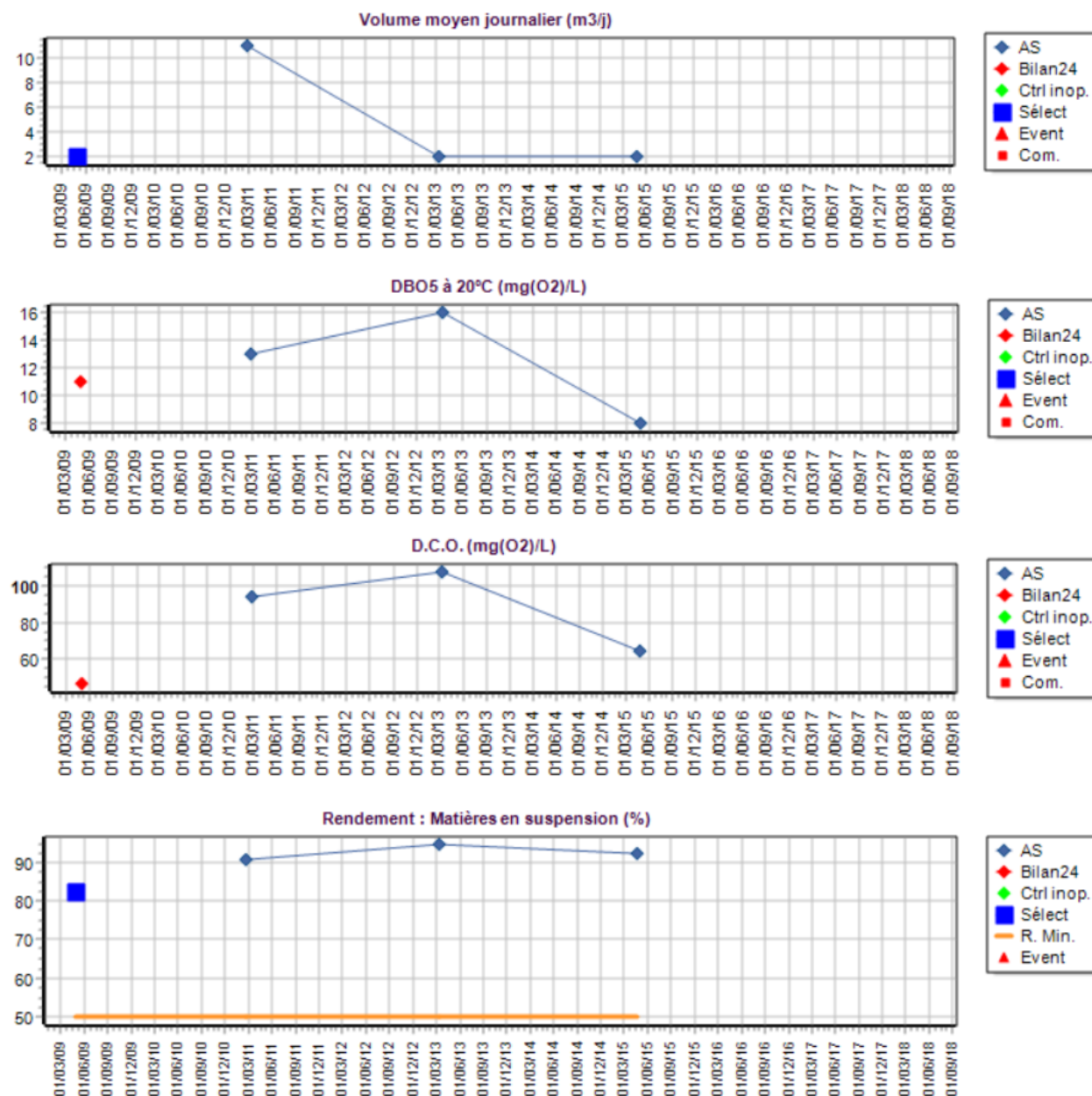


Figure 15 : Synthèse des résultats des bilans d'autosurveillance sur la station de Ronel

Aucun dépassement de la capacité hydraulique n'a été observé sur les bilans effectués. De plus, les concentrations de rejets et les rendements épuratoires respectent les normes réglementaires.

COMMENTAIRES SUR L'ETAT GENERAL ET LE FONCTIONNEMENT DE LA STATION

La station a été mise en service en 2008. Elle est exploitée en régie par l'employé intercommunal. La station recevait moins de 1/4 de sa capacité de traitement avant le raccordement du bourg. Aucun bilan n'a été réalisé depuis. Le relevé du compteur de bâchées donne une moyenne de 5 bâchées /jour, soit 5 m³/jour, ce qui représente 1/3 de la capacité hydraulique nominale de la station. Le volume reçu témoigne de l'absence d'entrée d'eaux claires parasites météoriques ou permanentes dans le réseau collectif. L'ensemble des ouvrages fonctionne correctement. Les roseaux couvrent désormais 100% de la surface des filtres. On observe une fiche couche de 1 à 3 cm de boues répartie avec homogénéité sur les 3 casiers. La zone de rejet en aval de la station est très végétalisée et diversifiée et un écoulement quasi permanent en sortie de celle-ci est observé. La station est toujours bien suivie et entretenue par la collectivité.

3.3.2.3. Assainissement non collectif

La commune compte 87 habitations avec des installations d'ANC (136 habitations présentes sur la commune, soit 64% des habitations de la commune en dispositif autonome). Parmi ces installations d'ANC, 77 ont été diagnostiquées (soit 89% des installations qui ont été contrôlées). L'état des 77 installations diagnostiquées est le suivant :

- 13 installations conformes, soit 17% du total,
- 64 installations non conformes, soit 83% du total :
 - 17 installations non conformes sans pollution, (22% des installations totales et 26% des installations non conformes)
 - 26 installations non conformes à faible pollution, (34% des installations totales et 41% des installations non conformes)
 - 21 installations non conformes à forte pollution, (27% des installations totales et 33% des installations non conformes)

Globalement, l'état des installations est moyen. L'avancement des diagnostics est bon.

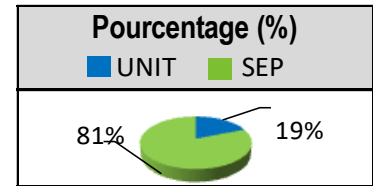
3.3.3. Commune de Terre-Clapier

3.3.3.1. Réseaux

Le réseau d'assainissement de la commune de Terre-Clapier est composé de 1 235 ml de réseau gravitaire. Aucun poste de refoulement n'est présent sur le territoire de la commune.

233 ml du réseau de collecte sont de type unitaire et 1 002 ml sont de type séparatif.

Soit 19% du linéaire de réseau de type unitaire et 81% du linéaire de réseau de type séparatif.



Globalement le réseau est en bon état, sans problème apparent.

3.3.3.2. Stations d'épuration

La commune de Terre-Clapier dispose de deux installations de traitement des eaux usées.

3.3.3.2.1. Secteur du Trivalou

La figure ci-dessous localise la STEP du Trivalou :



Figure 16 : Localisation de la STEP de Terre-Clapier – Secteur Trivalou

● Présentation générale de la station

CAPACITE NOMINALE

La station de traitement des eaux usées du Trivalou repose sur un traitement de type filtres à sables. L'installation a été **mise en service en 2005** et possède une capacité nominale de **33 Equivalents Habitants (EH)**.

Elle reçoit les eaux du hameau de Trivalou. Les eaux traitées sont rejetées dans le ruisseau de Négodanos.

Les capacités nominales de l'installation sont présentées ci-dessous :

Paramètre	Capacité nominale
Equivalents habitants (EH)	33
Débit nominal temps sec (m3/j)	5
Charge nominale DBO5 (kg/j)	2
Charge nominale DCO (kg/j)	4
Charge nominale MES (kg/j)	2.3

Tableau 6 : Capacités nominales de la station d'épuration de Terre-Clapier (Trivalou)

NORMES DE REJETS

La station est soumise aux normes de rejets suivantes au regard de l'arrêté du 21 juillet 2015 :

Normes de rejets STEP <120 kgDBO ₅ /j			
Paramètre	Concentration maximale à respecter	Rendement minimum à atteindre	Concentration réductrice moyenne journalière
DBO ₅	35 mgO ₂ /l	60%	70 mgO ₂ /l
DCO	200 mgO ₂ /l	60%	400 mgO ₂ /l
MES	/	50%	85 mg/l

Tableau 7 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration de Terre-Clapier (Trivalou)

COMMENTAIRES SUR L'ETAT GENERAL ET LE FONCTIONNEMENT DE LA STATION

La station d'épuration fait l'objet de visites de maintenances et d'un entretien régulier. Elle est exploitée en régie. Une attention particulière est demandée sur l'entretien du décolloïdeur qui présente des bouchages récurrents. La fosse toutes eaux est vidangée à la demande, par un prestataire de service.

Un problème d'H₂S a été repéré sur les points de prétraitement de la station.

3.3.3.2.2. Secteur de Saint-Salvy-de-Fourestes

La figure ci-dessous localise la STEP de Saint Salvy de Fourestes, située au Nord de la commune :

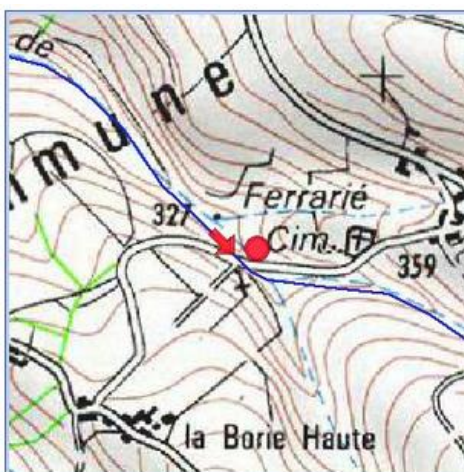


Figure 17 : Localisation de la STEP de Terre-Clapier – Secteur Saint Salvy de Fourestes

● Présentation générale de la station

CAPACITE NOMINALE

La station de traitement des eaux usées de Saint-Salvy-de-Fourestes repose sur un traitement de type filtres plantés de roseaux. L'installation a été **mise en service en 2008** et possède une capacité nominale de **100 Equivalents Habitants (EH)**.

Les eaux traitées sont rejetées dans le ruisseau de Ferrarié.

Les capacités nominales de l'installation sont présentées ci-dessous :

Paramètre	Capacité nominale
Equivalents habitants (EH)	100
Débit nominal temps sec (m ³ /j)	15
Charge nominale DBO ₅ (kg/j)	6
Charge nominale DCO (kg/j)	12
Charge nominale MES (kg/j)	9

Tableau 8 : Capacités nominales de la station d'épuration de Terre-Clapier (Saint Salvy de Fourestes)

NORMES DE REJETS

La station est soumise aux normes de rejets suivantes au regard de l'arrêté du 21 juillet 2015 :

Normes de rejets STEP <120 kgDBO ₅ /j			
Paramètre	Concentration maximale à respecter	Rendement minimum à atteindre	Concentration réductrice moyenne journalière
DBO ₅	35 mgO ₂ /l	60%	70 mgO ₂ /l
DCO	200 mgO ₂ /l	60%	400 mgO ₂ /l
MES	/	50%	85 mg/l

Tableau 9 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration de Terre-Clapier (Saint Salvy de Fourrestes)

SYNTHESE DES DONNEES D'AUTOSURVEILLANCE

Sur le bilan réalisé en 2014, aucun dépassement hydraulique de la capacité nominale n'est observé. De plus, les concentrations de rejet et les rendements épuratoires respectent les valeurs réglementaires.

COMMENTAIRES SUR L'ETAT GENERAL ET LE FONCTIONNEMENT DE LA STATION

La station est exploitée en régie. Elle fait l'objet d'un bon entretien et de visites de maintenances régulières. Elle fonctionne correctement mais reçoit peu de charges hydrauliques et organiques (17 % de sa capacité nominale). Les boues issues de la filière de traitement sont stockées et minéralisées à la surface des filtres.

3.3.3.3. Assainissement non collectif

La commune compte 79 habitations avec des installations d'ANC (112 habitations présentes sur la commune, soit 71% des habitations de la commune en dispositif autonome). Parmi ces installations d'ANC, 76 ont été diagnostiquées (soit 96% des installations qui ont été contrôlées). L'état des 76 installations diagnostiquées est le suivant :

- 11 installations conformes, soit 14% du total,
- 65 installations non conformes, soit 86% du total :
 - 20 installations non conformes sans pollution, (26% des installations totales et 31% des installations non conformes)
 - 29 installations non conformes à faible pollution, (38% des installations totales et 45% des installations non conformes)
 - 16 installations non conformes à forte pollution, (21% des installations totales et 24% des installations non conformes)

Globalement, l'état des installations n'est pas satisfaisant. L'avancement des diagnostics est bon.

3.3.4. Commune de Le Travet

3.3.4.1. Réseaux

Le réseau d'assainissement de la commune de Le Travet est composé de 412 ml de réseau gravitaire. Aucun poste de refoulement n'est présent sur le territoire de la commune. L'intégralité du réseau présent sur la commune est de type unitaire.

Deux constats ont été fait :

- Le bourg de la commune est en assainissement non collectif. Le réseau pluvial présent sur la commune récupère les effluents traités des dispositifs d'ANC. Il apparaît que seul 3% des dispositifs sur la commune sont conformes, 29% non conformes sans pollution, 25% non conformes avec pollution faible et 43% non conformes avec forte pollution.
- Les avaloirs du réseau se bouchent très fréquemment du fait du passage régulier d'animaux sur la voie publique (activités agricoles sur la commune) et des déchets occasionnés par ce passage.

3.3.4.2. Station d'épuration

La commune de Le Travet ne présente aucun système de traitement des effluents domestiques.

3.3.4.3. Assainissement non collectif

La commune compte 79 habitations avec des installations d'ANC (100% des habitations de la commune en dispositif autonome). Parmi ces installations d'ANC, 72 ont été diagnostiquées (soit 91% des installations qui ont été contrôlées). L'état des 72 installations diagnostiquées est le suivant :

- 2 installations conformes, soit 5% du total,
- 70 installations non conformes, soit 95% du total :
 - 21 installations non conformes sans pollution, (29% des installations totales et 30% des installations non conformes)
 - 18 installations non conformes à faible pollution, (25% des installations totales et 26% des installations non conformes)
 - 31 installations non conformes à forte pollution, (43% des installations totales et 44% des installations non conformes)

Globalement, l'état des installations n'est pas satisfaisant. L'avancement des diagnostics est bon.

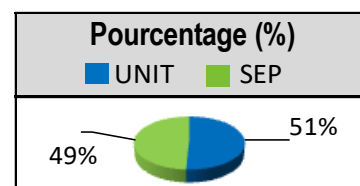
3.3.5. Commune de Saint-Lieux-Lafenasse

3.3.5.1. Réseaux

Le réseau d'assainissement de la commune de Saint-Lieux-Lafenasse est composé de 3 787 ml de réseau gravitaire. Aucun poste de refoulement n'est présent sur le territoire de la commune.

1 923 ml du réseau de collecte sont de type unitaire et 1 864 ml sont de type séparatif.

Soit 51% du linéaire de réseau de type unitaire et 49% du linéaire de réseau de type séparatif.



L'état du réseau est plutôt vétuste dans l'ensemble. En effet, le réseau unitaire est ancien et présente de fortes arrivées d'eaux claires.

3.3.5.2. Station d'épuration

La commune de Saint Lieux Lafenasse possède deux installations de traitement des eaux usées.

3.3.5.2.1. Secteur Hameau de Saint-Lieux

La figure ci-dessous localise la STEP du hameau de Saint Lieux :

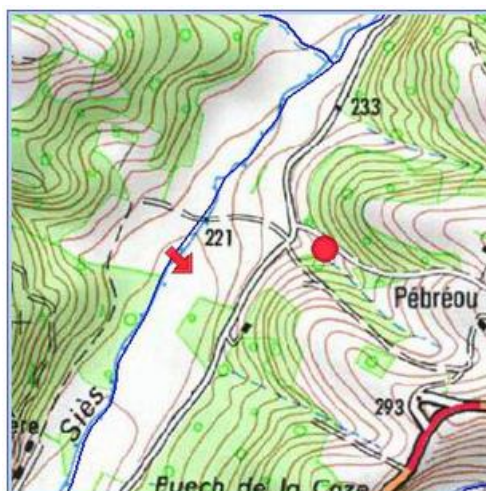


Figure 18 : Localisation de la STEP du hameau de Saint-Lieux – Commune de Saint Lieux Lafenasse

● Présentation générale de la station

CAPACITE NOMINALE

La station de traitement des eaux usées du hameau de Saint Lieux repose sur un traitement de type filtres plantés. L'installation a été **mise en service en 2010** et possède une capacité nominale de **100 Equivalents Habitants (EH)**.

Elle reçoit les eaux de la commune. Les eaux traitées sont rejetées dans un cours d'eau non nommé.

Les capacités nominales de l'installation sont présentées ci-dessous :

Paramètre	Capacité nominale
Equivalents habitants (EH)	100
Débit nominal temps sec (m3/j)	15
Charge nominale DBO5 (kg/j)	6
Charge nominale DCO (kg/j)	12
Charge nominale MES (kg/j)	5

Tableau 10 : Capacités nominales de la station d'épuration du hameau de Saint-Lieux – Commune de Saint Lieux Lafenasse

NORMES DE REJETS

La station est soumise aux normes de rejets suivantes au regard de l'arrêté du 21 juillet 2015 :

Normes de rejets STEP <120 kgDBO ₅ /j			
Paramètre	Concentration maximale à respecter	Rendement minimum à atteindre	Concentration réductrice moyenne journalière
DBO ₅	35 mgO ₂ /l	60%	70 mgO ₂ /l
DCO	200 mgO ₂ /l	60%	400 mgO ₂ /l
MES	/	50%	85 mg/l

Tableau 11 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration du hameau de Saint-Lieux – Commune de Saint Lieux Lafenasse

SYNTHESE DES DONNEES D'AUTOSURVEILLANCE

Le bilan réalisé en 2014 ne signale pas de dépassement de la capacité hydraulique.

Les concentrations et rendements étaient corrects lors du bilan.

COMMENTAIRES SUR L'ETAT GENERAL ET LE FONCTIONNEMENT DE LA STATION

La station est exploitée en régie. La station d'épuration fonctionne à 40% de sa capacité hydraulique nominale. Elle fait l'objet de visites de maintenances régulières et fonctionne correctement. Les résultats d'analyses du prélèvement ponctuel réalisé au mois de mars 2017 démontrent que le rejet est de qualité correcte.

Une Zone de Rejet Végétalisée (fossé filtrant étanche) collecte les eaux traitées avant rejet dans le milieu naturel (ruisseau intermittent, puis ruisseau de Siès). Cet ouvrage se colmate et son entretien devient difficile.

3.3.5.2.2. Secteur Hameau Lafenasse (Bourg)

La figure ci-dessous localise la STEP du bourg du hameau de Lafenasse :



Figure 19 : Localisation de la STEP de Saint Lieux Lafenasse (Bourg)

● Présentation générale de la station

CAPACITE NOMINALE

La station de traitement des eaux usées du bourg de Saint Lieux Lafenasse repose sur un traitement de type lagunage naturel. L'installation a été **mise en service en 2000** et possède une capacité nominale de **240 Equivalents Habitants (EH)**.

Elle reçoit les eaux de la commune. Les eaux traitées sont rejetées dans le Dadou.

Les capacités nominales de l'installation sont présentées ci-dessous :

Paramètre	Capacité nominale
Equivalents habitants (EH)	240
Débit nominal temps sec (m3/j)	36
Charge nominale DBO5 (kg/j)	14
Charge nominale DCO (kg/j)	29
Charge nominale MES (kg/j)	22

Tableau 12 : Capacités nominales de la station d'épuration de Saint Lieux Lafenasse (Bourg)

NORMES DE REJETS

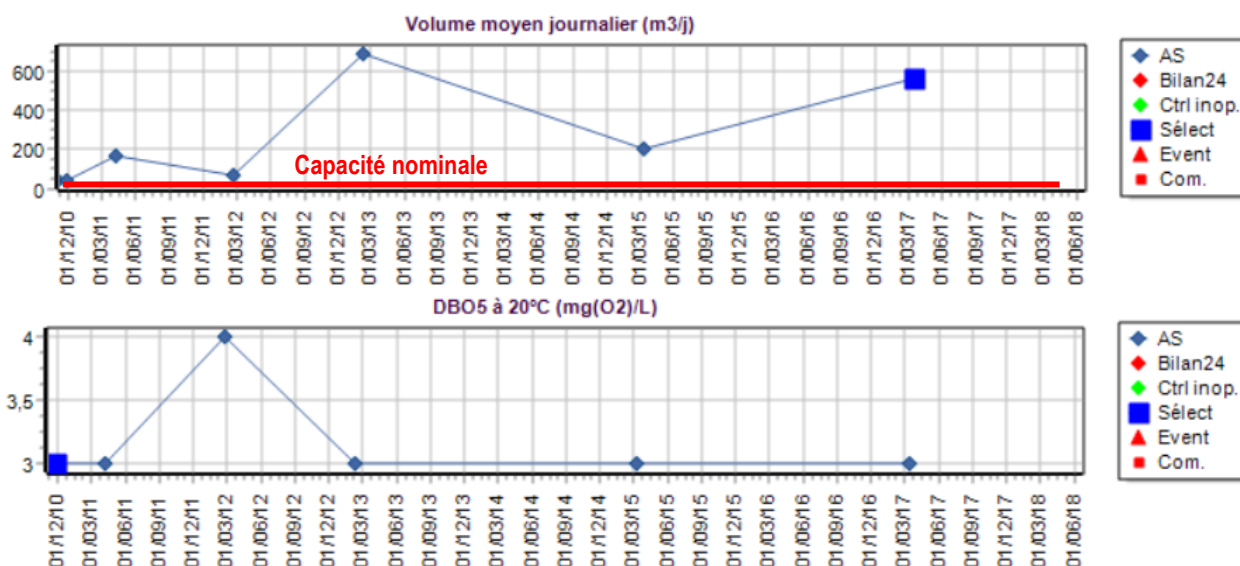
La station est soumise aux normes de rejets suivantes au regard de l'arrêté du 21 juillet 2015 :

Normes de rejets STEP <120 kgDBO ₅ /j			
Paramètre	Concentration maximale à respecter	Rendement minimum à atteindre	Concentration réductible moyenne journalière
DBO ₅	35 mgO ₂ /l	60%	70 mgO ₂ /l
DCO	200 mgO ₂ /l	60%	400 mgO ₂ /l
MES	/	50%	85 mg/l

Tableau 13 : Normes de rejet s'appliquant à la station d'épuration de Saint Lieux Lafenasse (Bourg)

SYNTHESE DES DONNEES D'AUTOSURVEILLANCE

Le tableau suivant présente les résultats des données d'autosurveillance fournies par le SATESE :



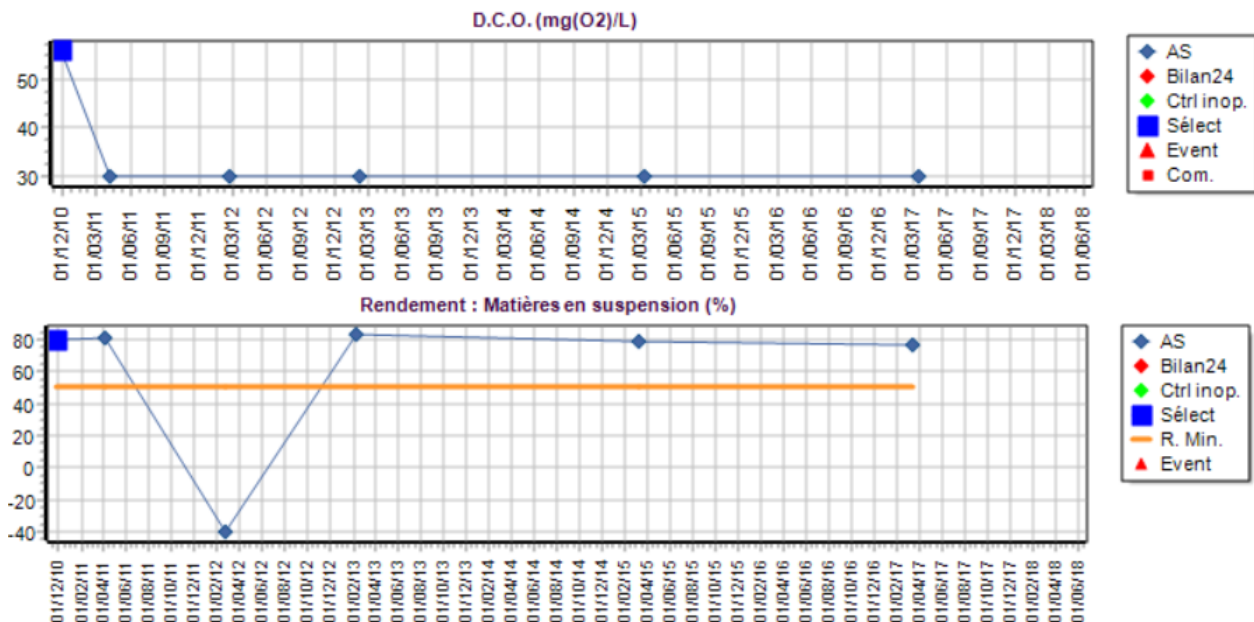


Figure 20 : Synthèse des résultats des bilans d'autosurveillance sur la station de Saint Lieux Lafenasse (Bourg)

Les bilans réalisés sur la station de Saint Lieux Lafenasse bourg laissent apparaître des dépassements très importants de la capacité hydraulique. En effet, la station semble être sujette à l'arrivée importante d'eaux claires.

Les concentrations de rejets sont inférieures aux valeurs réglementaires sur la DCO et DBO₅. Toutefois, il est important de prendre en compte le fait que les concentrations entrantes sont très faibles, l'effluent étant très dilué. En effet, les concentrations entrantes sont parfois déjà en dessous des seuils réglementaires de rejet. Les rendements épuratoires sur les MES sont corrects.

COMMENTAIRES SUR L'ETAT GENERAL ET LE FONCTIONNEMENT DE LA STATION

La station est gérée en régie. Elle subit de très forts impacts hydrauliques en période de nappe haute provenant d'intrusion d'ECPP dans le réseau d'assainissement. Des visites de maintenances régulières sont réalisées.

A noter également que la station est saturée en boue et nécessite d'être vidée rapidement.

3.3.5.3. Assainissement non collectif

La commune compte 84 habitations avec des installations d'ANC (230 habitations présentes sur la commune, soit 37% des habitations de la commune en dispositif autonome). Parmi ces installations d'ANC, 69 ont été diagnostiquées (soit 82% des installations qui ont été contrôlées). L'état des 69 installations diagnostiquées est le suivant :

- 8 installations conformes, soit 12% du total,
- 61 installations non conformes, soit 88% du total :
 - 18 installations non conformes sans pollution, (26% des installations totales et 29,5% des installations non conformes)
 - 25 installations non conformes à faible pollution, (36% des installations totales et 41% des installations non conformes)
 - 18 installations non conformes à forte pollution, (26% des installations totales et 29,5% des installations non conformes)

Globalement, l'état des installations n'est pas satisfaisant. L'avancement des diagnostics est bon.

4. ETUDE DE SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT

4.1. Méthodologie

4.1.1. Rappel aux communes

- **Rappels généraux**

Il est rappelé que les scénarios proposés ne sont pas des obligations mais des indications sur les coûts que la mise en place d'une solution d'assainissement collectif pourrait représenter (estimation du prix). Ils permettent de choisir sur le classement ou déclassement de certains secteurs en collectif ou non collectif. En effet, il est intéressant d'avoir une vision à 10-15 ans sur l'assainissement de ces secteurs.

Les scénarios ont donc été élaborés par rapport aux projets d'urbanisation sur la commune, par rapport aux secteurs déjà classés en zones collectifs et où un réseau n'est pas présent.

- **Aide aux choix des scénarios**

Lors de scénarios d'extension de réseau, le ratio du **coût par nombre de raccordements existants** est utilisé, car il donne une indication sur les subventions possibles. Au-delà de 7 500 – 8 000 € par branchement existant, le scénario n'est pas le plus judicieux. Il est intéressant de regarder toutefois si de futures zones d'urbanisation sont amenées à être collectées.

Il est important également d'avoir une idée de l'état des dispositifs d'assainissement autonome sur la commune, afin de connaître l'enjeu sanitaire et environnemental.

4.1.2. Méthodologie générale des scénarios

- **Création d'une station d'épuration**

Les éléments à prendre en compte sont les suivants :

- Calculer le nombre d'abonnés à raccorder sur la station d'épuration : abonnés existants et zones AU susceptibles d'être ouvertes à l'urbanisation ; Calculer le ratio entre la surface des zones AU situées sur le secteur concerné et les données du PLU (cela permet de donner sur l'ensemble de la commune le potentiel d'accueil [surfaces/habitants] disponibles)
- Vérifier les ratios théoriques en comparant avec les valeurs de consommation d'eau potable du secteur concerné
- Déterminer la capacité nominale de la station d'épuration
- Comparer les coûts des différentes filières adaptées au territoire à l'aide d'un fichier de calcul basé sur une base de données de travaux similaires
- Choisir la filière de traitement

- **Création de réseau / Extension de réseau**

Les éléments à prendre en compte sont les suivants :

- Vérifier les pentes selon le tracé du réseau à réaliser (en fonction des zones à collecter)
- Déterminer la profondeur nécessaire du réseau à créer pour avoir des pentes suffisantes (sur plusieurs points du tracé)
- Déterminer le linéaire selon des tranches de profondeur ($0 < p < 1,3$ / $1,3 < p < 2,5$ / $2,5 < p < 3,5$)
- Déterminer le linéaire selon le type de voirie sur laquelle les travaux seront à mener (départementale/ communale / chemin)
- Calculer le coût d'investissement de création du réseau selon ces différents linéaires calculés à l'aide d'un fichier de calcul basé sur une base de données de travaux du même type
- Estimer le coût global rapporté au nombre d'habitations existantes raccordable grâce à cette extension de réseau
- Vérifier la capacité de la station d'épuration à recevoir ces charges supplémentaires (de la même façon que pour la méthodologie de création d'une STEP)

Les scénarii proposés ci-dessous concernent des propositions de création de réseaux d'assainissement, de station d'épuration et de renouvellement de réseaux, sur les communes de Roumégoux, Ronel, Terre-Clapier, Saint-Lieux-Lafenasse et Le Travet.

Il est important de noter que ces différentes solutions ne sont pas des obligations de réalisation de travaux. Ce sont des propositions de scénarii qui feront l'objet d'un choix du maître d'ouvrage. Les prix sont des estimations basées sur des ratios couramment utilisés.

4.2. Scénarii d'assainissement

4.2.1. Commune de Roumégoux

Ci-dessous est présenté les scénarios d'assainissement envisagés :

ACTION : RENOUELEMENT RESEAUX (et mise en séparatif)			
Renouvellement réseau			
Désignation	5%	Taux choisi	10%
Réhabilitation réseau (taux de renouvellement entre 2 et 5%)	20 640 €		41 280 €
COMMENTAIRES			
Taux de renouvellement entre 5 et 10% car le réseau subi des arrivées importantes d'eaux claires.			
Pas d'extension de réseau : Zones AU située à proximité du réseau existant			

Tableau 14 : Synthèse des scénarii sur la commune de Roumégoux

NOTA : Il a été étudié la possibilité de mettre en place un système d'assainissement collectif au niveau du hameau de Champagnol. Cependant, suite au retour de la mairie, celle-ci veut classer le secteur en zone d'assainissement non collectif.

4.2.2. Commune de Ronel

Ci-dessous est présenté les scénarios d'assainissement envisagés :



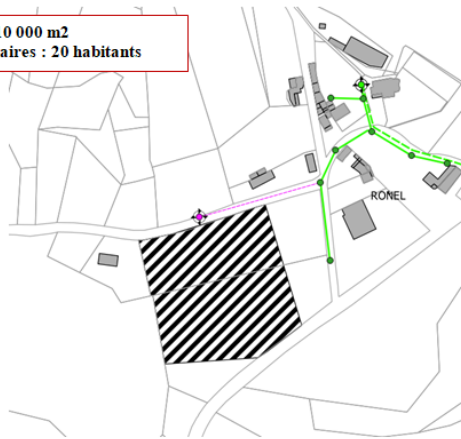
ACTION : EXTENSION DE RESEAU			
Commune:	RONEL		
Localisation:	Ouest du Bourg		
Description des travaux envisagés			
Extension du réseau avec création d'un poste de refoulement sur la zone ouverte à l'urbanisation			
Zones des travaux			
Programme de travaux			
 PR à créer	 AU		
			
<div>Surface potentielle d'accueil : 10 000 m2 Potentiel habitants supplémentaires : 20 habitants</div>			
Gains escomptés:	Inconvénients		
- Raccordement de 10 futures maisons.	- Coût d'investissement. - Création d'un nouveau PR pour s'affranchir des pentes.		
Estimation financière			
Désignation	Quantité	PU €HT	PT €HT
Création réseau DN200 PVC - (branchements compris)	A la charge de l'aménageur		
Création réseau refoulement	135 ml	150 €	20 250 €
Création poste de refoulement	1	30 000 €	30 000 €
Total			50 250 €

Tableau 15 : Synthèse des scénarii sur la commune de Ronel

4.2.3. Commune de Terre-Clapier

Aucun scénario d'assainissement n'a été envisagé sur le territoire communal au niveau des hameaux de Saint-Salvy-de-Fourestes et de Le Trivalou, du fait de la proximité immédiate d'un réseau d'assainissement existant au niveau des zones urbanisées.

4.2.4. Commune de Le Travet

Ci-dessous est présenté les scénarios d'assainissement envisagés :

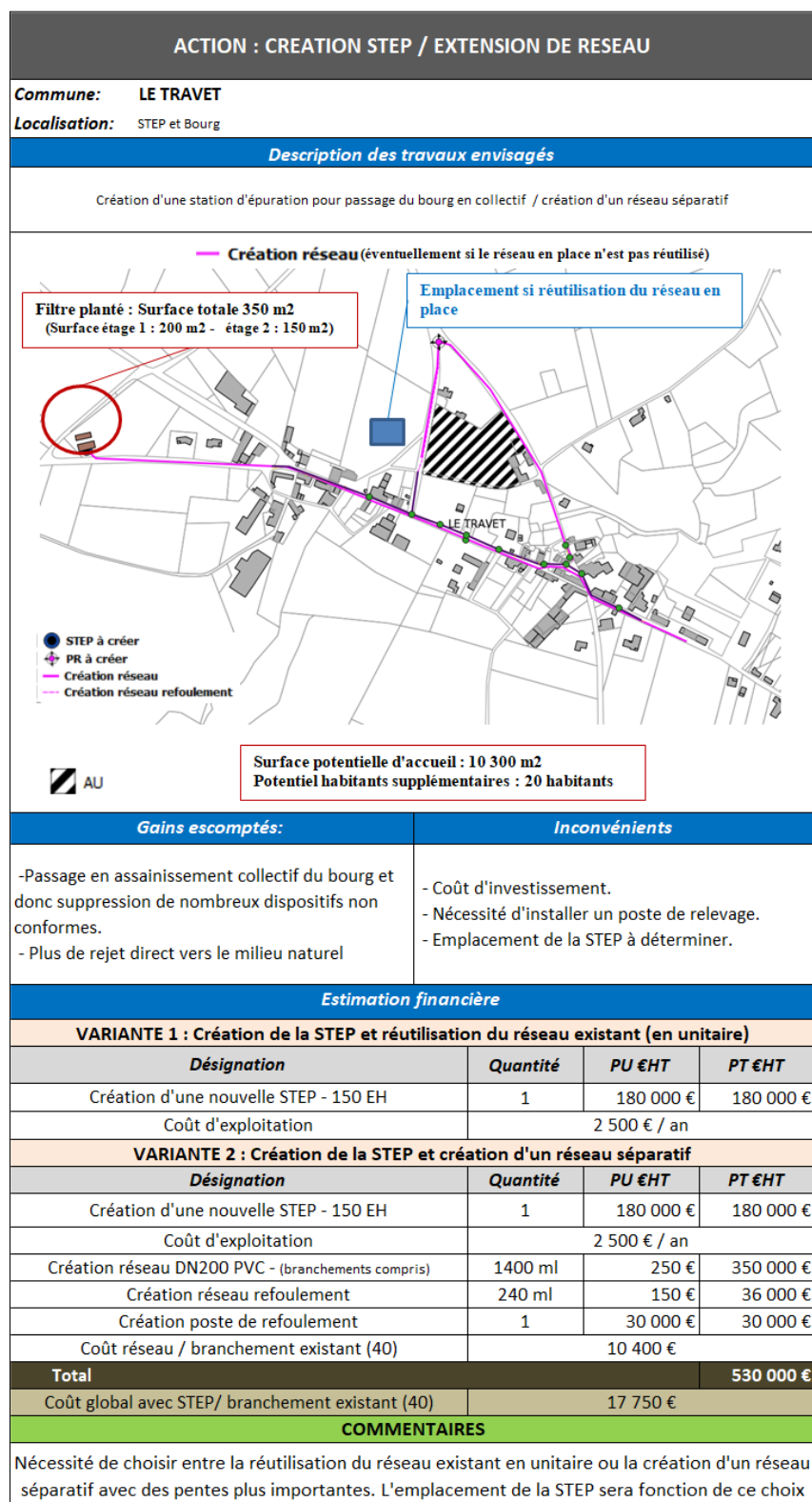


Tableau 16 : Synthèse des scénarii sur la commune de Le Travet

NOTA : La réutilisation du réseau existant devra faire l'objet d'un diagnostic complet, afin de s'assurer que les fonctionnalités minimales puissent être assurées, à savoir le transport des effluents jusqu'à la station d'épuration et l'absence d'intrusions d'eaux claires parasites permanentes. **Par conséquent, la décision finale entre soit conserver le réseau actuellement en place ou soit créer un nouveau réseau de collecte des effluents domestiques pourra être donnée lorsque le diagnostic du réseau existant aura été réalisé.**

4.2.5. Commune de Saint-Lieux-Lafénasse

Ci-dessous est présenté les scénarios d'assainissement envisagés :

<

Tableau 17 : Synthèse des scénarii sur la commune de Saint-Lieux-Lafénasse

NOTA : Aucun scénario d'assainissement n'a été envisagé sur le hameau de Saint Lieux.

4.3. Choix de la commune

4.3.1. Commune de Roumégoux

4.3.1.1. Secteur Bourg

La commune de Roumégoux a décidé d'étendre le zonage d'assainissement collectif aux zones actuellement raccordées au réseau de collecte des effluents domestiques.

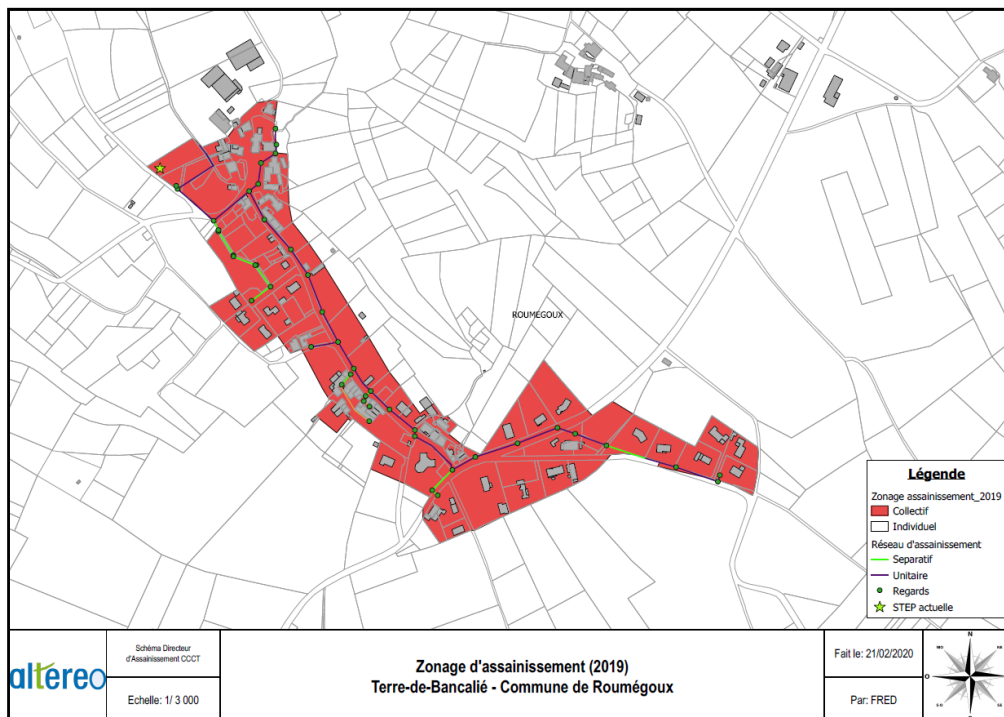


Figure 21 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Roumégoux - Bourg

4.3.1.2. Secteur Hameau de Champagnol

La commune de Roumégoux a décidé de classer l'intégralité du hameau de Champagnol en assainissement non collectif.

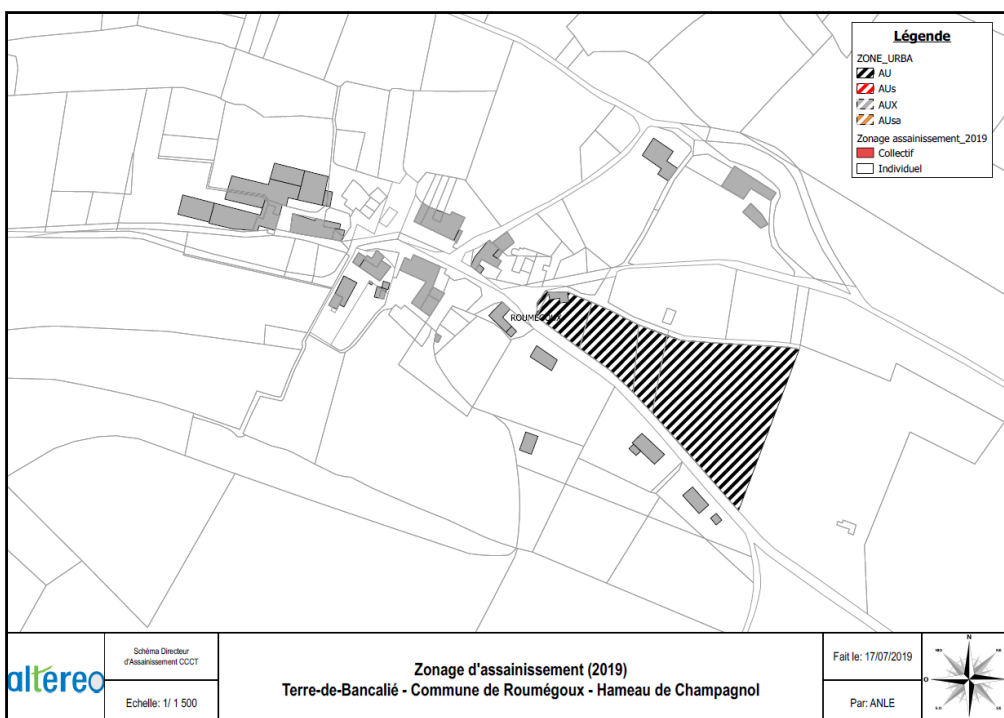


Figure 22 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Roumégoux – Hameau de Champagnol

4.3.2. Commune de Ronel

La commune de Ronel a décidé d'étendre le zonage d'assainissement collectif aux zones actuellement raccordées au réseau de collecte des effluents domestiques et ouverte à l'urbanisation. En effet, la future zone à urbaniser, située en bordure du réseau d'assainissement actuel, est classée en assainissement collectif au sein du futur zonage d'assainissement.

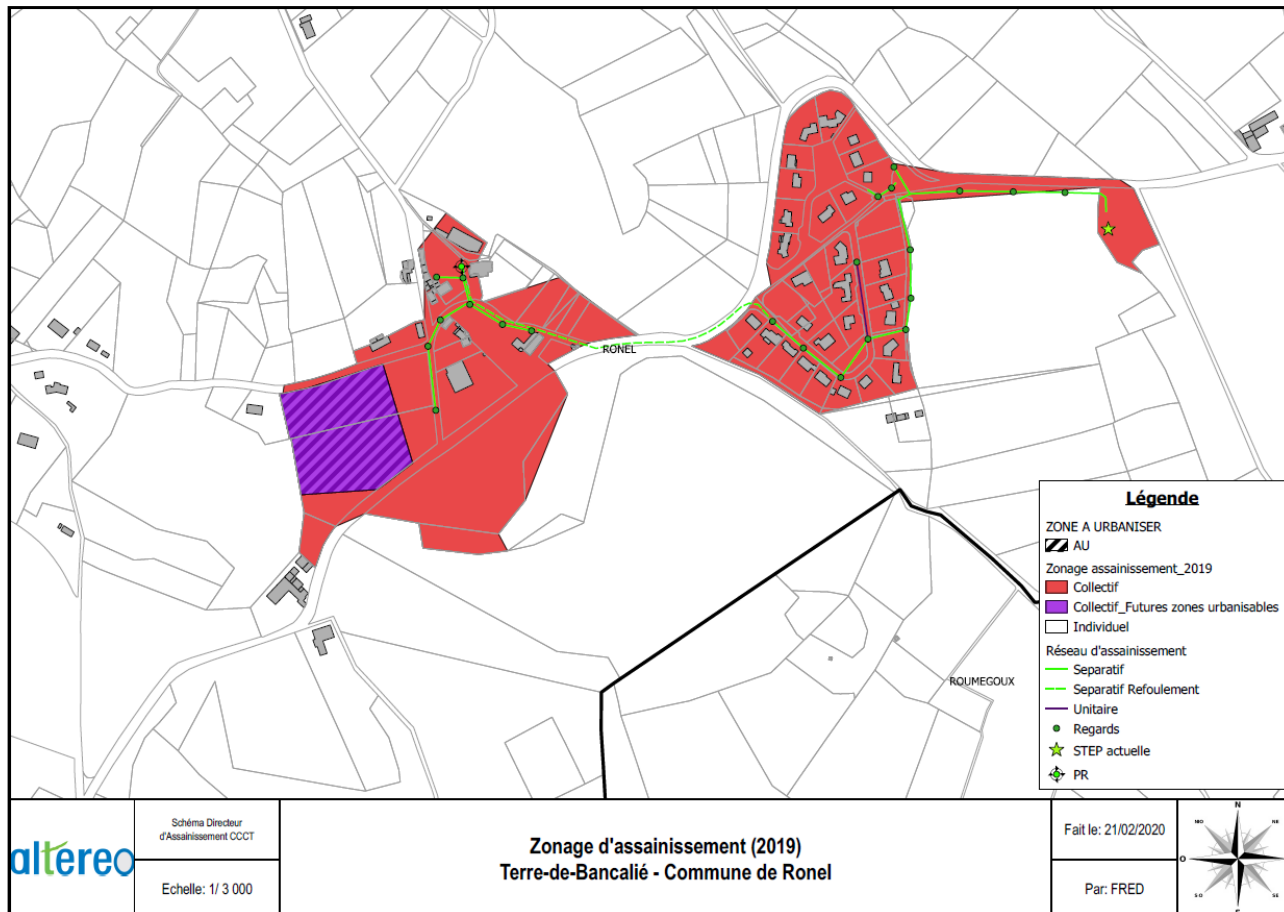


Figure 23 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Ronel

4.3.3. Commune de Terre-Clapier

4.3.3.1. Secteur Le Trivalou

La commune de Terre-Clapier a décidé d'étendre le zonage d'assainissement collectif aux zones actuellement raccordées au réseau de collecte des effluents domestiques.

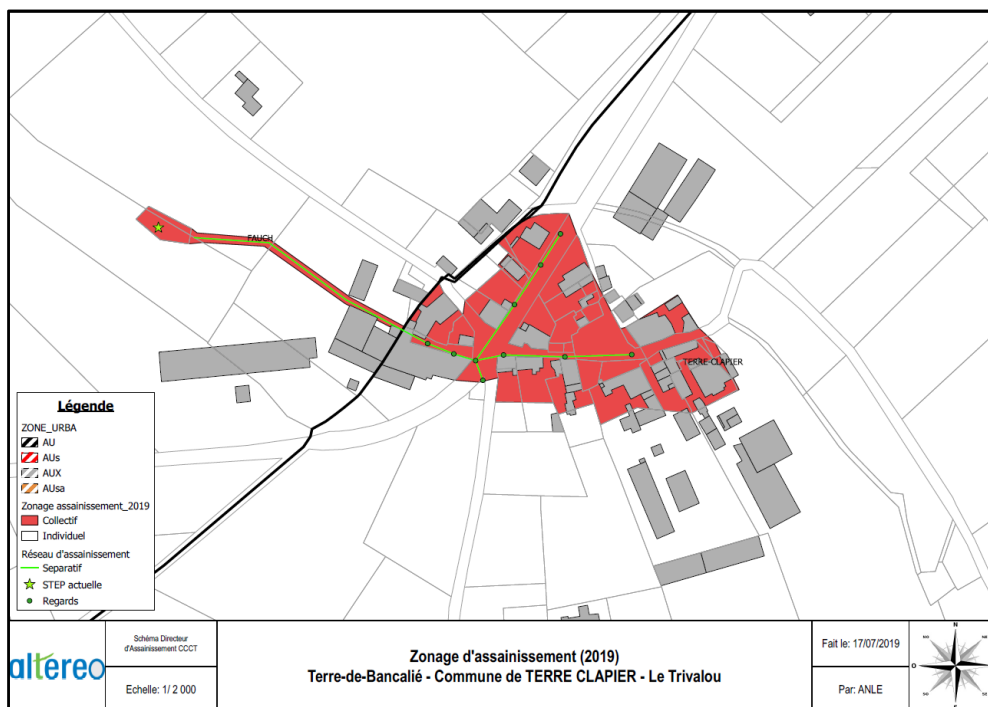


Figure 24 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Terre-Clapier – Le Trivalou

4.3.3.2. Secteur Saint-Salvy-de-Fourestes

La commune de Terre-Clapier a décidé d'étendre le zonage d'assainissement collectif aux zones actuellement raccordées au réseau de collecte des effluents domestiques.

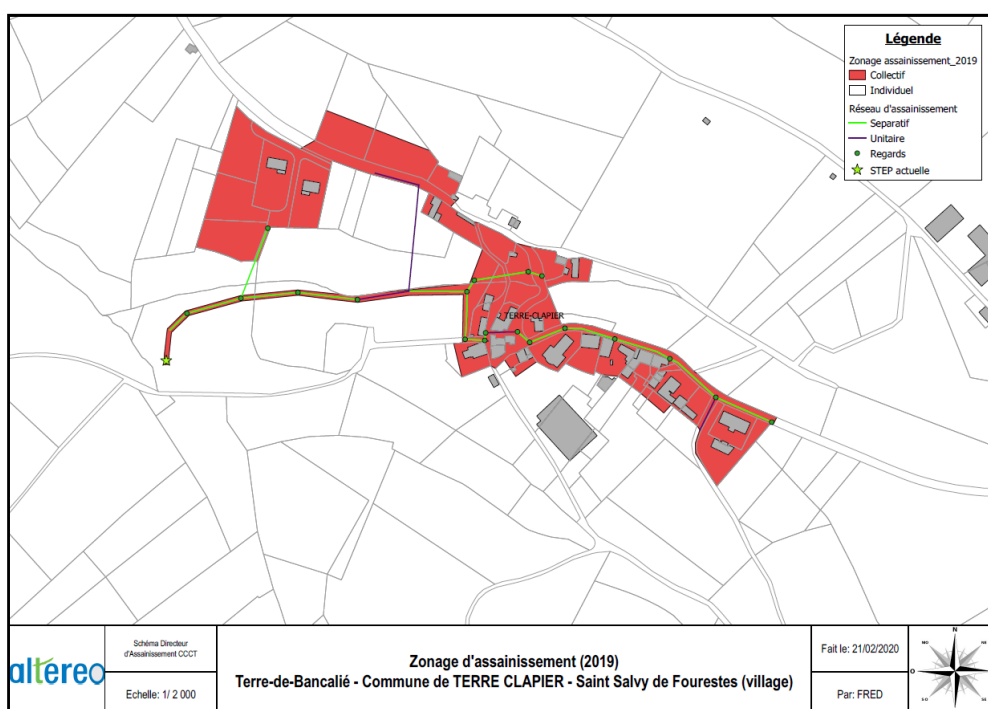


Figure 25 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Terre-Clapier – Saint-Salvy-de-Fourestes

4.3.4. Commune de Le Travet

La commune de Le Travet a décidé de mettre en place un zonage d'assainissement collectif au niveau du bourg de son territoire communal, dans la mesure où le réseau actuellement en place serait en mesure de collecter les effluents domestiques des habitations présentes sur le secteur. En effet, un diagnostic préalable devra être réalisé, afin de contrôler l'état actuel de ce réseau.

Par la suite, la future zone à urbaniser, située en bordure du réseau d'assainissement actuel et réunissant les conditions topographiques nécessaires pour être raccordée, est classée en assainissement collectif au sein du futur zonage d'assainissement.

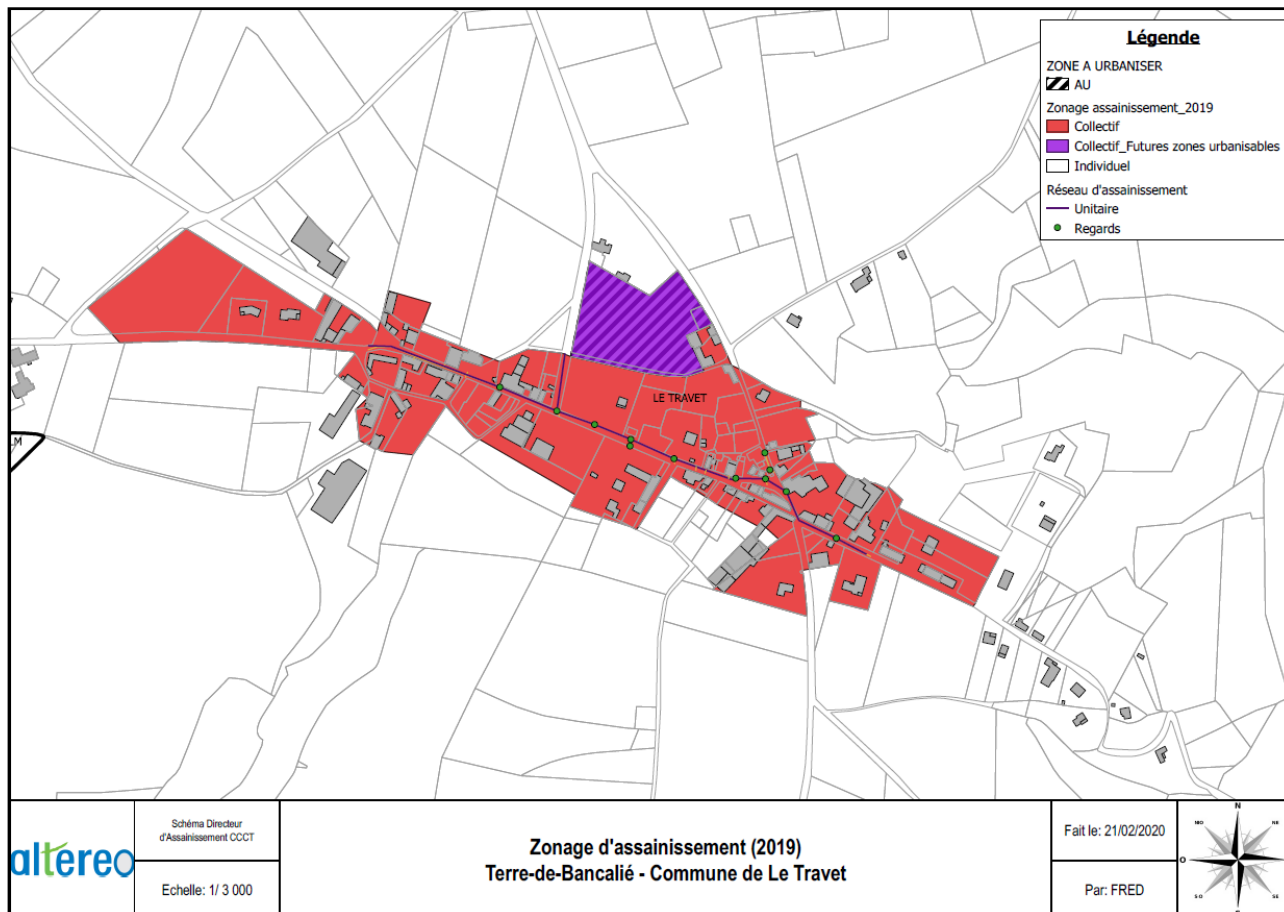


Figure 26 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Le Travet

4.3.5. Commune de Saint-Lieux-Lafénasse

4.3.5.1. Secteur Hameau Lafénasse

La commune de Saint-Lieux-Lafénasse a décidé d'étendre le zonage d'assainissement collectif aux zones actuellement raccordées au réseau de collecte des effluents domestiques et ouvertes à l'urbanisation.

Par la suite, la future zone à urbaniser, située en bordure du réseau d'assainissement actuel et réunissant les conditions topographiques nécessaires pour être raccordée, est classée en assainissement collectif au sein du futur zonage d'assainissement.

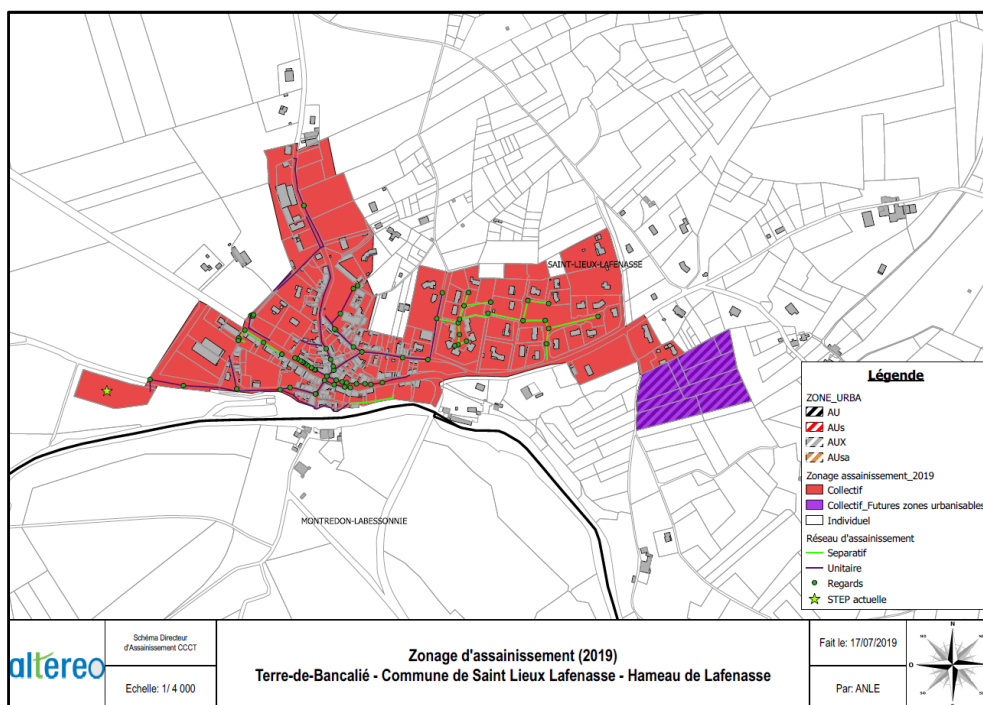


Figure 27 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Saint-Lieux-Lafénasse – Hameau Lafénasse

4.3.5.2. Secteur Hameau Saint-Lieux

La commune de Saint-Lieux-Lafénasse a décidé d'étendre le zonage d'assainissement collectif aux zones actuellement raccordées au réseau de collecte des effluents domestiques.

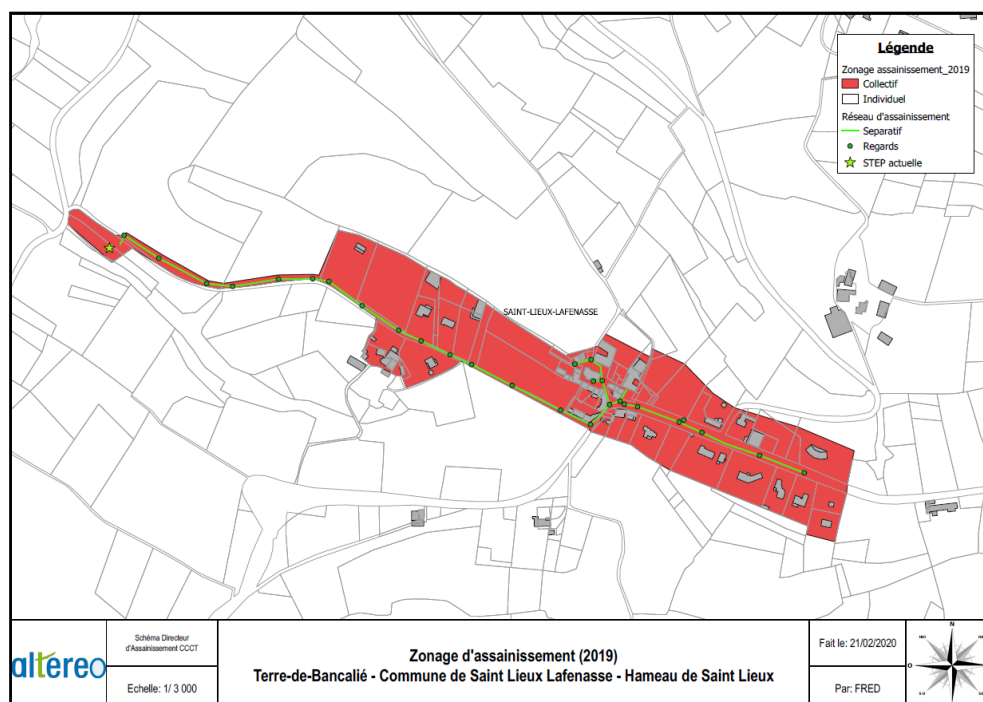


Figure 28 : Zonage d'assainissement retenu sur la commune de Saint-Lieux-Lafénasse – Hameau Saint-Lieux

5. ZONAGE RETENU

5.1. Notes relatives au zonage

La carte de zonage définie sur la commune les secteurs suivants :

- **Assainissement collectif** : Le PLUi prévoit l'urbanisation d'une partie des centres des communes où le réseau d'assainissement est déjà présent. Le réseau étant présent dans une majeure partie des secteurs identifiés ci-dessous, il sera seulement possible d'étendre celui-ci aux habitations existantes non raccordées ainsi qu'à l'intérieur des zones à urbaniser. Pour les secteurs faisant partie de zones à urbaniser cette opération sera à la charge du propriétaire du terrain.
- **En assainissement autonome** : par défaut le reste des zones constructibles des territoires communaux.

Le classement en assainissement collectif d'un secteur actuellement en assainissement autonome n'engage pas la collectivité en termes de délais de réalisation des travaux de raccordement.

Le classement d'un secteur en assainissement autonome, n'empêche pas le raccordement d'un logement sur le réseau d'assainissement collectif. Cependant ces travaux seront à la charge du particulier et soumis à l'accord préalable de la commune (maître d'ouvrage).

Remarque :

Dans une zone n'ayant pas été étudiée dans le cadre de la réalisation d'une carte d'aptitude des sols, toute construction de dispositif d'ANC pourra être soumise à la réalisation d'une étude de sol à la parcelle, afin de déterminer la filière d'ANC. Le règlement du SPANC de la Communauté de Communes détaillera les différentes situations où une étude de sol à la parcelle est nécessaire.

5.2. Zonages d'assainissement

5.2.1. Commune de Roumégoux

La proposition de zonage présente les secteurs en assainissement collectif. Par défaut, le reste de la commune (secteur non représenté en couleur) est classé en assainissement non collectif.

Le plan de zonage proposé est présenté ci-dessous en format réduit mais celui-ci sera fourni **en annexe en format A3**.

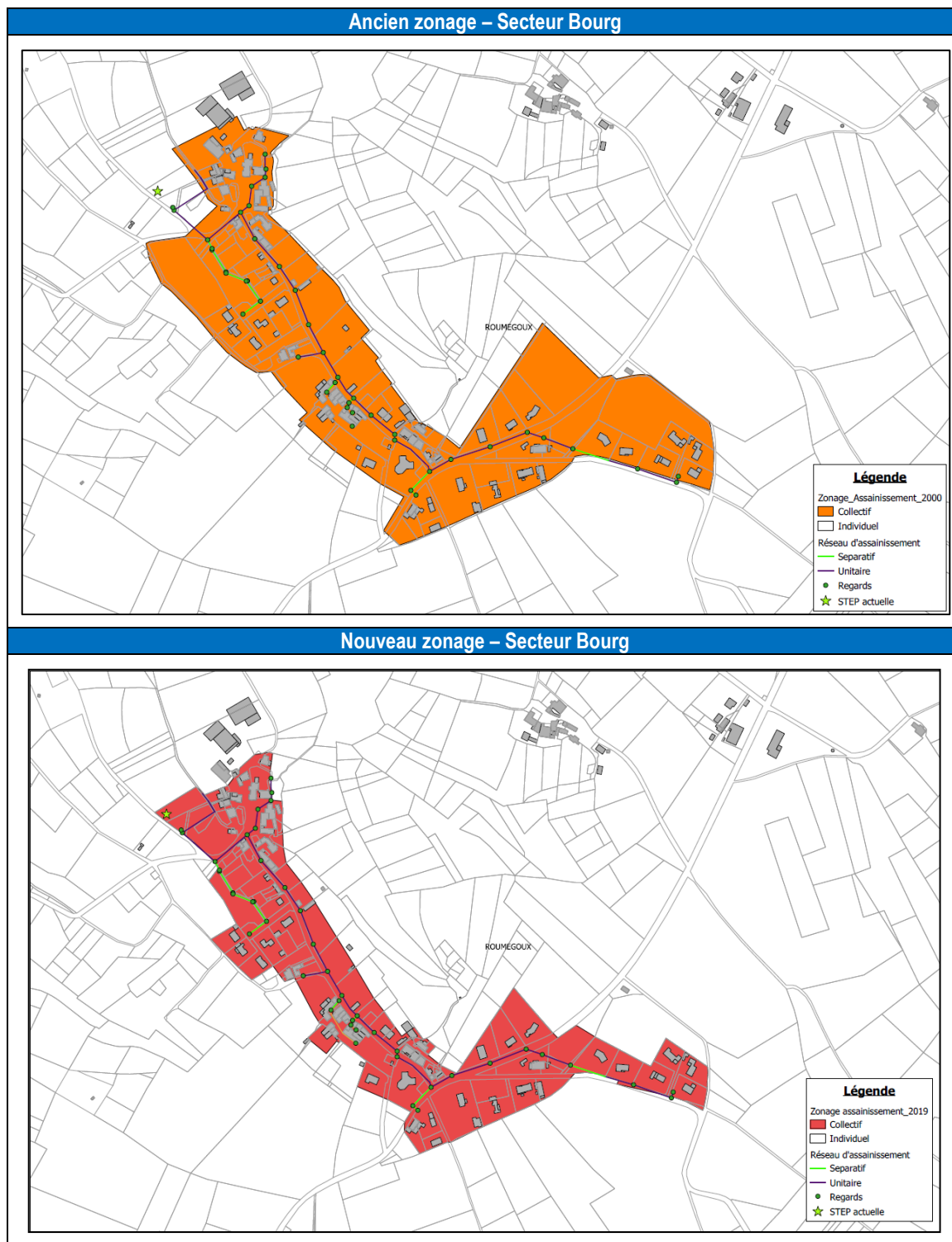


Figure 29 : Zonages d'assainissement sur la commune de Roumégoux - Bourg

Globalement, le nouveau zonage d'assainissement reprend l'ancien zonage en englobant les secteurs actuellement desservis par un réseau d'assainissement.

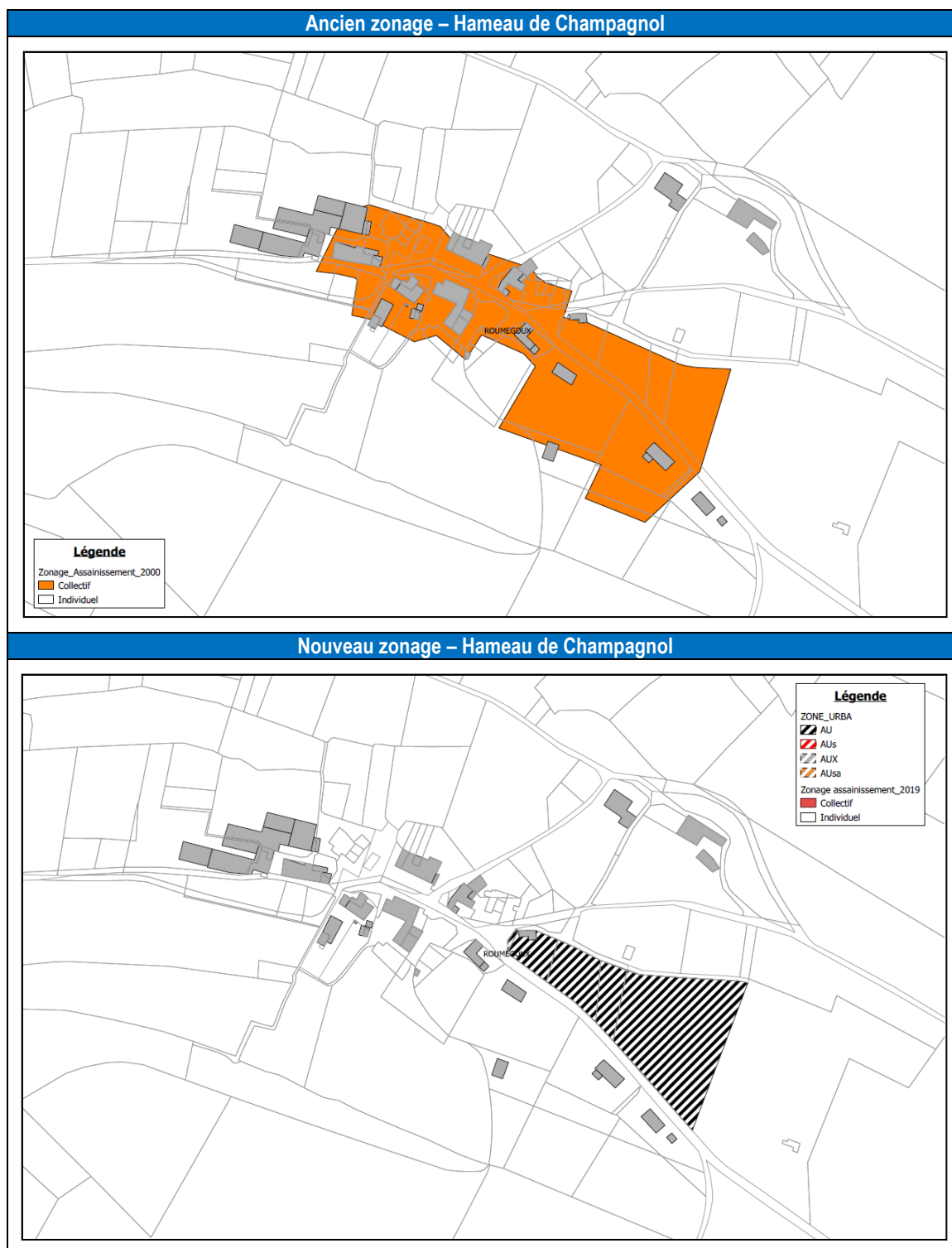


Figure 30 : Zonages d'assainissement sur la commune de Roumégoux – Hameau de Champagnol

Globalement, le nouveau zonage d'assainissement classe l'intégralité du hameau de Champagnol en assainissement non collectif.

5.2.2. Commune de Ronel

La proposition de zonage présente les secteurs en assainissement collectif. Par défaut, le reste de la commune (secteur non représenté en couleur) est classé en assainissement non collectif.

Le plan de zonage proposé est présenté ci-dessous en format réduit mais celui-ci sera fourni **en annexe en format A3**.

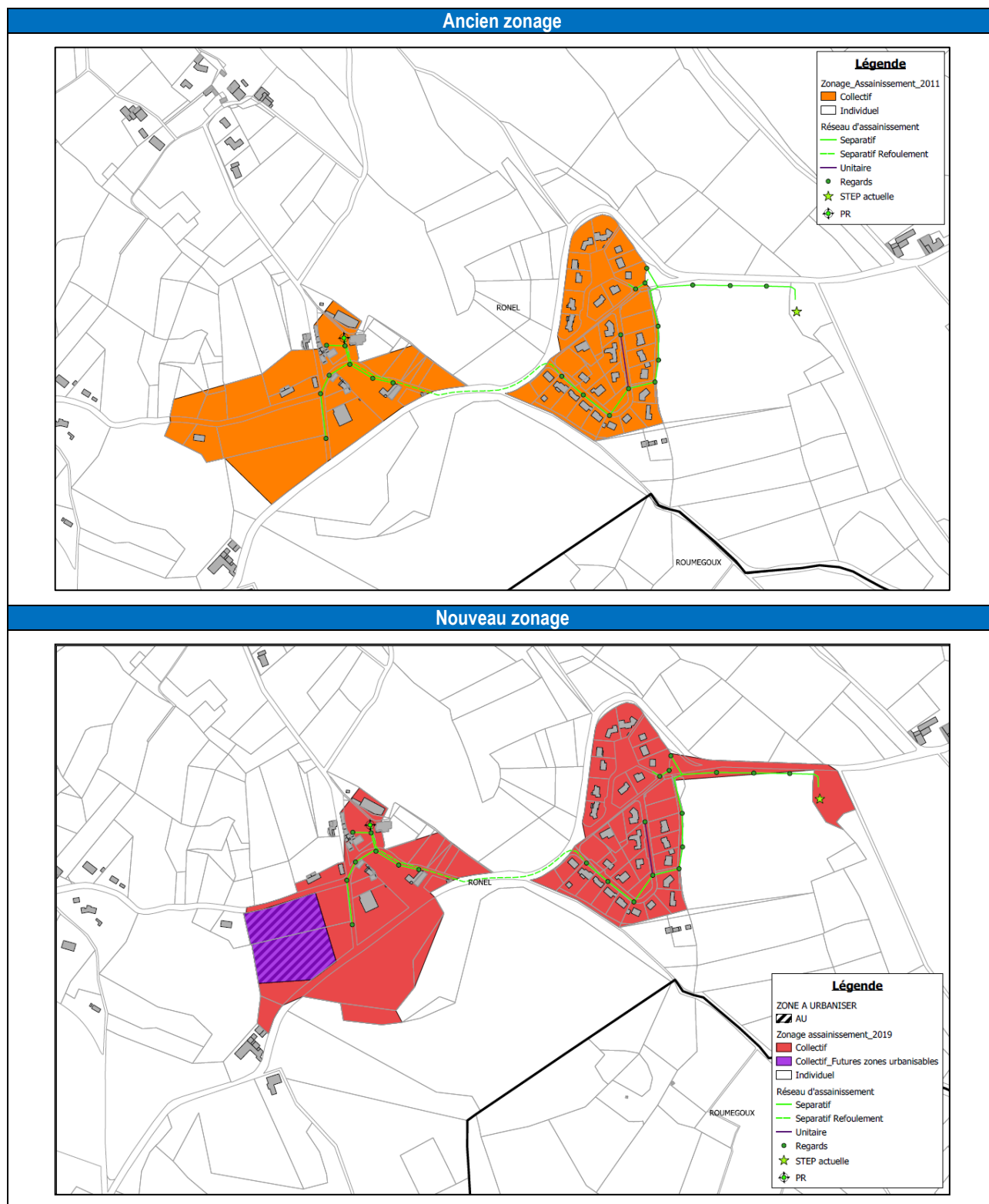


Figure 31 : Zonages d'assainissement sur la commune de Ronel

Globalement, le nouveau zonage d'assainissement reprend l'ancien zonage en englobant les secteurs actuellement desservis par un réseau d'assainissement et en y intégrant la zone ouverte à l'urbanisation future, et la parcelle d'implantation de la station d'épuration actuelle.

5.2.3. Commune de Terre-Clapier

La proposition de zonage présente les secteurs en assainissement collectif. Par défaut, le reste de la commune (secteur non représenté en couleur) est classé en assainissement non collectif.

Le plan de zonage proposé est présenté ci-dessous en format réduit mais celui-ci sera fourni **en annexe en format A3**.

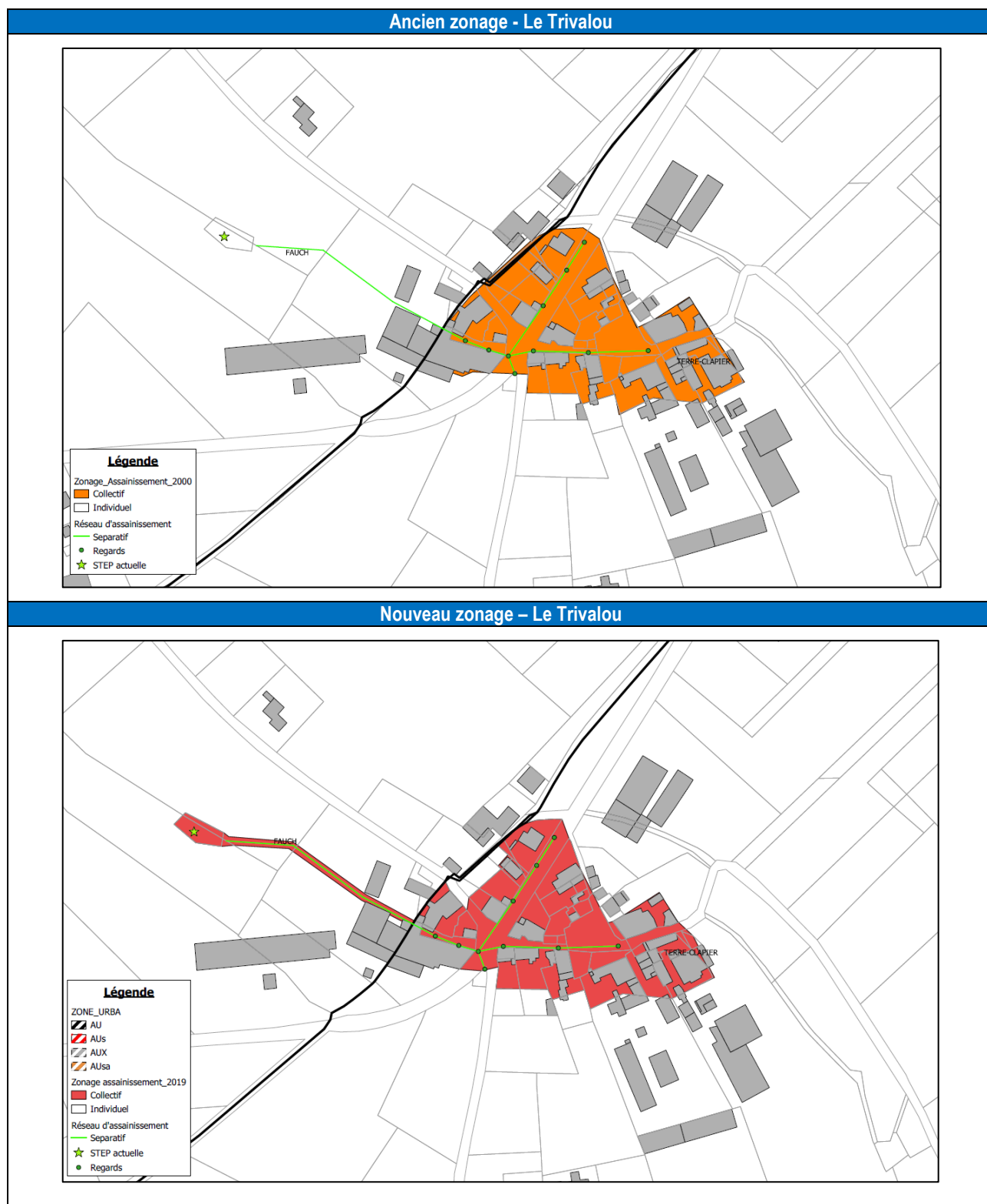


Figure 32 : Zonages d'assainissement sur la commune de Terre-Clapier – Le Trivalou

Globalement, le nouveau zonage d'assainissement reprend l'ancien zonage en englobant les secteurs actuellement desservis par un réseau d'assainissement et en y intégrant la parcelle d'implantation de la station d'épuration actuelle.

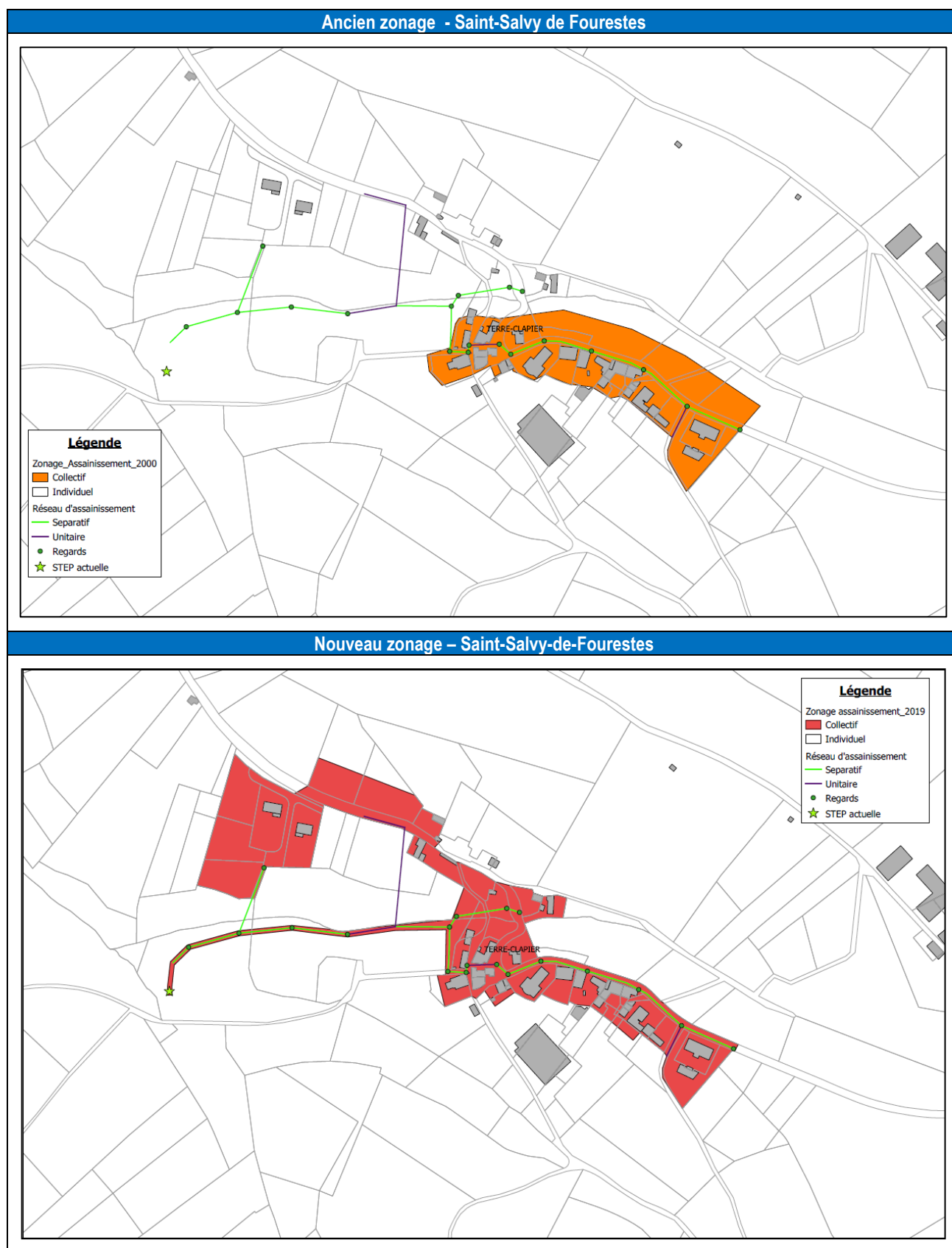


Figure 33 : Zonages d'assainissement sur la commune de Terre-Clapier – Saint-Salvy-de-Fourestes

Globalement, le nouveau zonage d'assainissement reprend l'ancien zonage en englobant les secteurs actuellement desservis par un réseau d'assainissement. Celui-ci intègre également l'implantation de la station d'épuration actuelle.

5.2.4. Commune de Le Travet

La proposition de zonage présente les secteurs en assainissement collectif. Par défaut, le reste de la commune (secteur non représenté en couleur) est classé en assainissement non collectif.

Le plan de zonage proposé est présenté ci-dessous en format réduit mais celui-ci sera fourni **en annexe en format A3**.

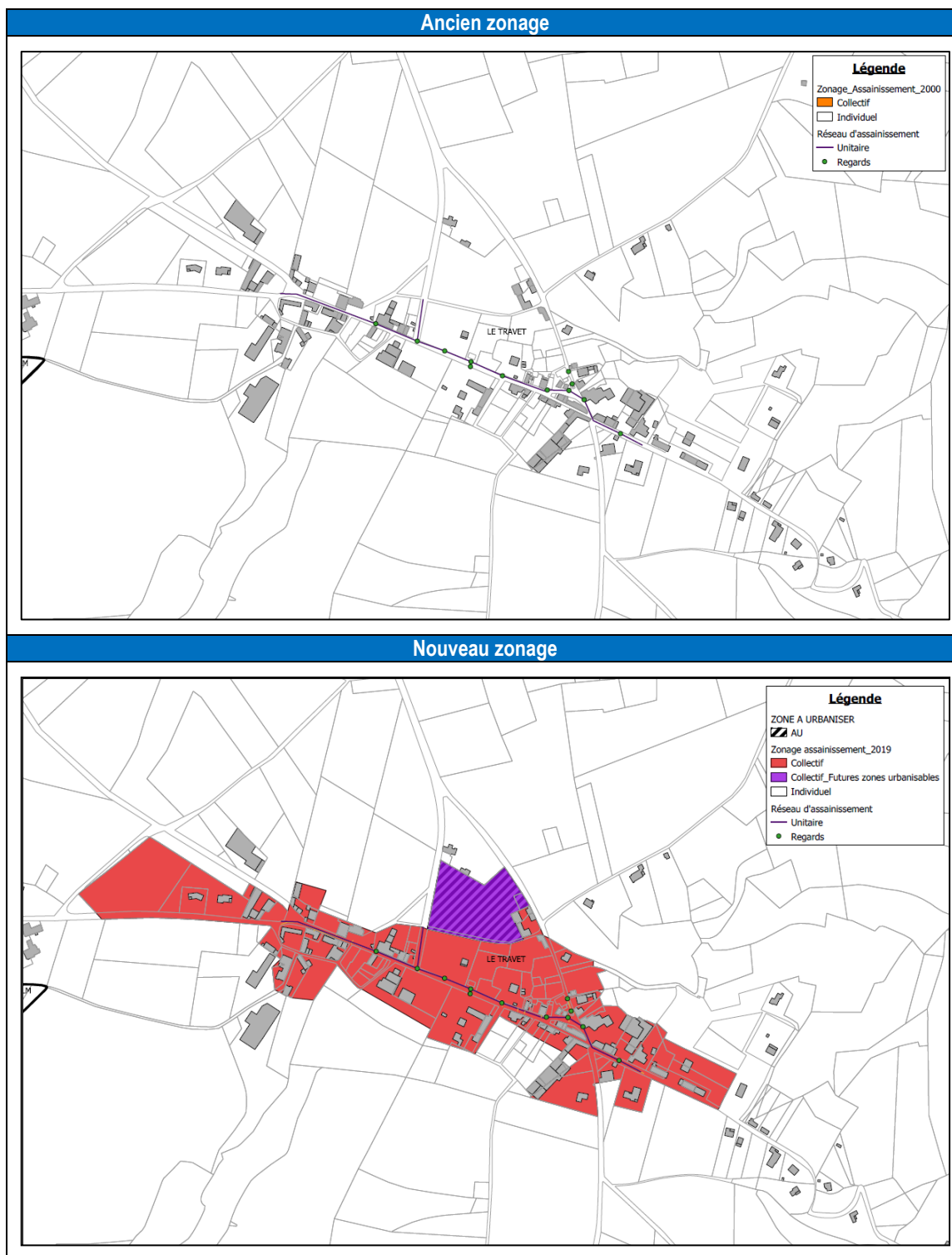


Figure 34 : Zonages d'assainissement sur la commune de Le Travet

Le nouveau zonage d'assainissement classe désormais l'intégralité du bourg en assainissement collectif alors qu'à l'origine celui-ci était classé en assainissement non collectif. Néanmoins, la décision finale quant au classement du bourg en assainissement collectif ne pourra être effective qu'après l'investigation du réseau actuellement en place sur le secteur.

5.2.5. Commune de Saint-Lieux-Lafénasse

La proposition de zonage présente les secteurs en assainissement collectif. Par défaut, le reste de la commune (secteur non représenté en couleur) est classé en assainissement non collectif.

Le plan de zonage proposé est présenté ci-dessous en format réduit mais celui-ci sera fourni **en annexe en format A3**.

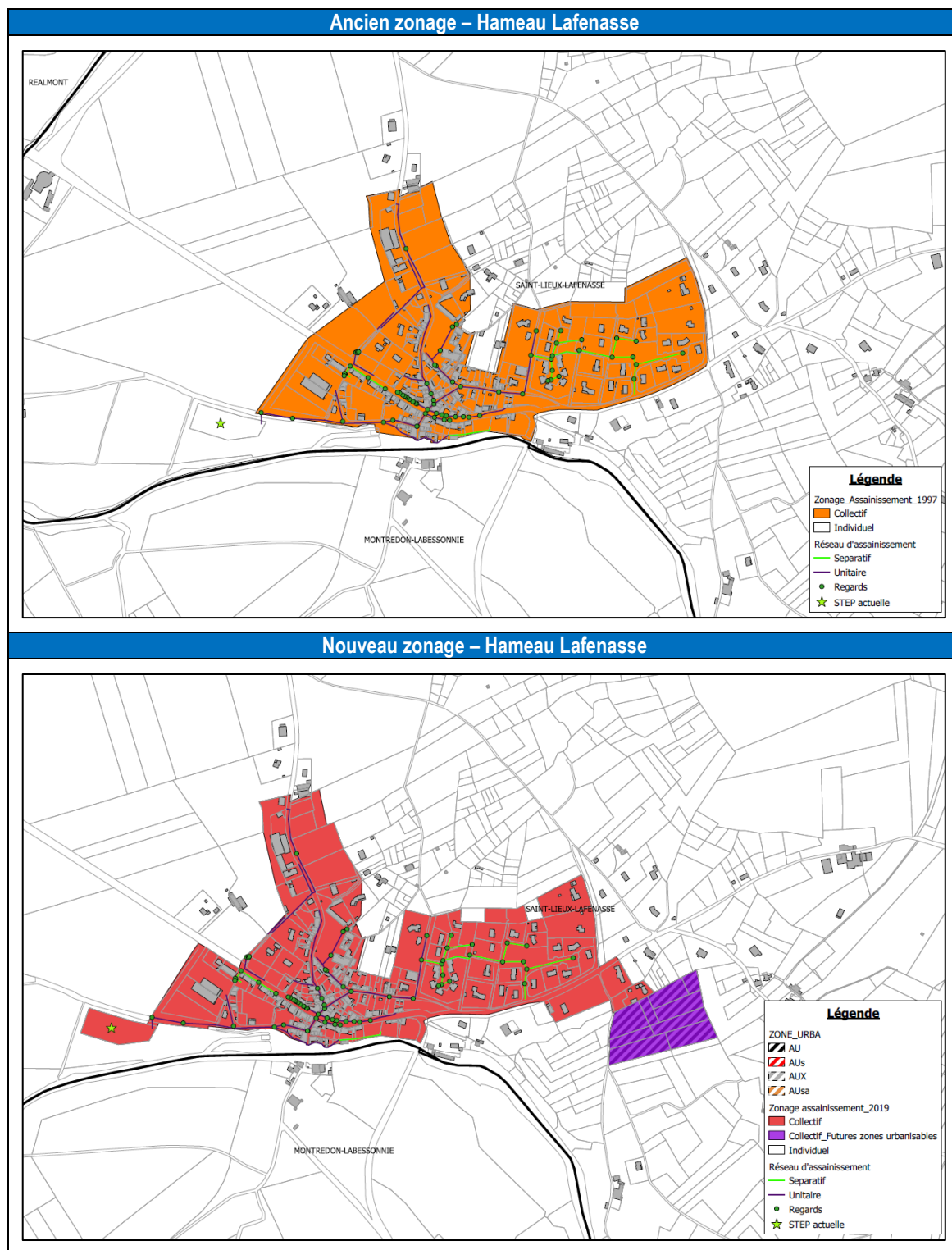


Figure 35 : Zonages d'assainissement sur la commune de Saint-Lieux-Lafénasse – Hameau Lafénasse

Globalement, le nouveau zonage d'assainissement reprend l'ancien zonage en englobant les secteurs actuellement desservis par un réseau d'assainissement et les zones actuellement ouvertes à l'urbanisation. Celui-ci intègre également les zones ouvertes à l'urbanisation future et la parcelle d'implantation de la station d'épuration actuelle.

Ancien zonage – Hameau Saint-Lieux



Nouveau zonage – Hameau Saint Lieux

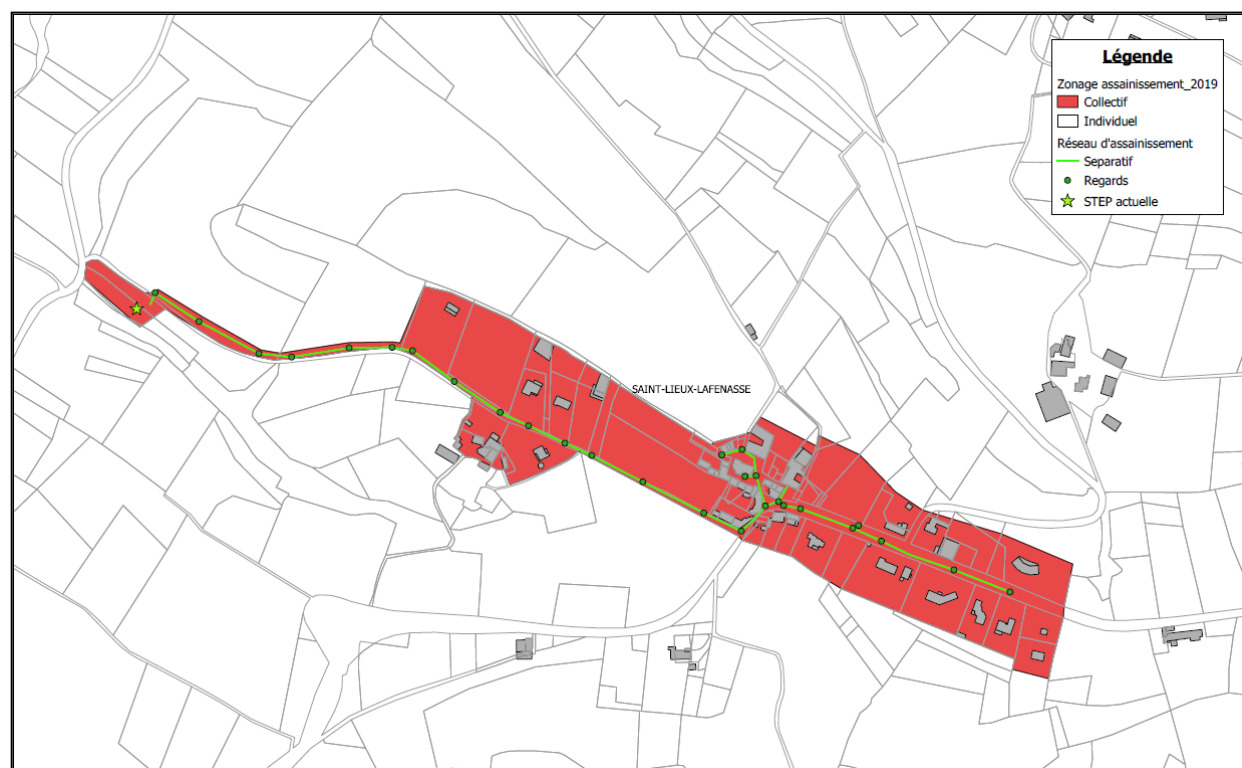


Figure 36 : Zonages d'assainissement sur la commune de Saint-Lieux-Lafénasse – Hameau Saint-Lieux

Globalement, le nouveau zonage d'assainissement reprend l'ancien zonage en englobant les secteurs actuellement desservis par un réseau d'assainissement. Celui-ci intègre également la parcelle d'implantation de la station d'épuration actuelle.

ANNEXE : PLAN DE ZONAGE
